

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

 Matahiti 116
N° 17

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

 Mahana 31
no Me 1967

ABONNEMENTS

 Un an Six mois 3 mois
(Francs Pacifique)

Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.....	600 fr.	350 fr.	200 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard
6 jours ouvrables avant la parution du journal.*

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-
nonces diverses : la ligne..... 30 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 15 fr.
Publications de sociétés philanthropiques,
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 15 fr.
C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Actes du Pouvoir Central

	Pages
1967 17 mars Décret n° 67-223 portant règlement d'adminis- tration publique pour l'application de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis. (Ar- rêté de promulgation n° 1180 AA du 10 avril 1967)	366
31 mars Décret n° 67-332 portant organisation et fixant le mode de fonctionnement des stations du réseau général des radiocommunications dans les territoires français d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 1284 AA du 19 avril 1967)	373
6 avril Arrêté ministériel relatif à l'ouverture de la circulation aérienne de l'aérodrome de Ran- giroa. (Arrêté de promulgation n° 1569 AA du 16 mai 1967)	374
28 avril Décret relatif à la composition du gouverne- ment. (Arrêté de promulgation n° 1571 AA du 16 mai 1967)	374

Textes officiels publiés à titre d'information

1967 14 avril Décret portant acquisition de la nationalité fran- çaise. (Extraits)	374
24 avril Décret portant acquisition de la nationalité fran- çaise. (Extraits)	375
27 avril Décret portant acquisition de la nationalité fran- çaise. (Extraits)	375

Actes du Gouvernement Local

1967 28 avril Arrêté n° 1443 AA admettant certains con- damnés à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération condi- tionnelle	375
2 mai Arrêté n° 1449 AA rendant exécutoire la déli- bération n° 67-28 du 23 mars 1967 de la com- mission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant création d'un service territorial de l'économie rurale et d'un service territorial des pêches en Poly- nésie française	376
2 mai Décision n° 1463 PEL fixant la date des élec- tions aux commissions administratives pari- taires des cadres territoriaux	378
8 mai Arrêté n° 1507 MM portant modification de l'arrêté n° 2652 AA du 22 octobre 1964 dé- terminant pour l'ensemble de la Polynésie française les points ouverts aux navires de plaisance pour une première touchée dans le territoire	378
8 mai Arrêté n° 1512 AA/F rendant exécutoire la délibération n° 67-38 du 18 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée ter- ritoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local d'équipement 1967	378
9 mai Décision n° 1517 FT accordant une avance sur subvention	379
10 mai Arrêté n° 1529 AA autorisant le report de la date de tirage d'une tombola	379
10 mai Arrêté n° 1530 ELV prolongeant la campagne de plonge à Manihi	380
10 mai Arrêté n° 1531 ELV ouvrant certains lagons à la plonge	380

10 mai	Arrêté n° 1532 TLS fixant la composition d'une commission mixte paritaire en vue de la conclusion d'une convention collective du travail .	381
16 mai	Décision n° 1568 FT accordant deux subventions .	382
16 mai	Arrêté n° 1570 AA/IP rendant exécutoire la délibération n° 67-37 du 11 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française approuvant le plan d'urbanisme de détail de la ville de Papeete .	382
17 mai	Arrêté n° 1580 AA modifiant l'arrêté n° 1395 AA du 26 avril 1967 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association des parents d'élèves du collège Anne-Marie Javouhey .	383
17 mai	Arrêté n° 1585 AA/F rendant exécutoire la délibération n° 67-39 du 18 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant modification du budget local d'équipement 1967 .	383
17 mai	Arrêté n° 1586 DOM déclarant d'urgence les travaux de construction de l'école primaire de Taiohae (Nuku-Hiva — Marquises) .	384
17 mai	Arrêté n° 1587 DOM déclarant d'utilité publique la construction de l'école primaire de Taiohae .	385
18 mai	Arrêté n° 1590 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé .	385
19 mai	Arrêté n° 1599 AA/PA rendant exécutoire la délibération n° 67-52 du 2 mai 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant majoration de droits et taxes perçus au profit du port autonome de Papeete .	385
	Rectificatif n° 1557 PEL à la décision n° 906 PEL du 20 mars 1967 fixant la date de l'examen d'admission à l'école territoriale d'infirmiers et d'infirmières (cycle A et cycle B), 1 ^{re} et 2 ^e session .	386
	Extraits .	386

Circonscription des Tuamotu-Gambier

1967 11 avril	Décision n° 62 TG nommant un nouveau vice-président de conseil de district à Manihi et à Apataki .	388
---------------	--	-----

Avis officiels

Service des affaires économiques.—	Indice du coût de la vie .	388
Service du personnel.—	Circulaire précisant les modalités d'organisation et de déroulement des élections aux commissions administratives paritaires des cadres territoriaux du 3 novembre 1967 .	388
Enquêtes de commodo et incommodo :		
M. Metua François .		390
M. Laisiou Aky c.i. 7407 .		390
Mme Yau Koai Wing Ciaui Ruita Perepere .		390
M. Lucas Edmond .		391
M. Ly Tang Ly Sam (Ets Coutimex) .		391
M. Schwarz Hubert .		391
M. Gowen Roger .		391
Service des douanes.—	Cours des changes .	392

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires .	392
Annonces diverses .	395

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 1180 AA du 10 avril 1967 promulquant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est promulgué, dans le territoire, pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

— le décret n° 67-223 du 17 mars 1967, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, (publié au J.O.R.F. n° 69 du 22 mars 1967 - page 2742).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 10 avril 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DECRET n° 67-223 du 17 mars 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer et du ministre de l'équipement ;

Vu la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, modifiée par la loi n° 66-1006 du 28 décembre 1966, et notamment son article 47 (alinéa 1^{er}) ;

Vu le code de procédure civile, et notamment ses articles 806 à 811, 819, 821, 824 et 825 ;

Vu le décret du 30 mars 1808 contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux, et notamment son article 54 ;

Le Conseil d'État entendu,

Décète :

Section I

*Actes concourant à l'établissement
et à l'organisation de la copropriété d'un immeuble bâti.*

Article 1er.— Le règlement de copropriété mentionné par l'article 8 de la loi du 10 juillet 1965 susvisée comporte les stipulations relatives aux objets visés par l'alinéa 1er dudit article ainsi que l'état de répartition des charges prévu au dernier alinéa de l'article 10 de ladite loi.

Cet état définit les différentes catégories de charges et distingue celles afférentes à la conservation, à l'entretien et à l'administration de l'immeuble, celles relatives au fonctionnement et à l'entretien de chacun des éléments d'équipement communs et celles entraînées par chaque service collectif.

L'état de répartition des charges fixe, conformément aux dispositions de l'article 10 (alinéa 3) et, s'il y a lieu, de l'article 24 (alinéa 2) de la loi du 10 juillet 1965, la quote-part qui incombe à chaque lot dans chacune des catégories de charges ; à défaut, il indique les bases selon lesquelles la répartition est faite pour une ou plusieurs catégories de charges.

Art. 2.— Le règlement de copropriété peut également comporter :

1°) L'état descriptif de division de l'immeuble, établi conformément aux dispositions de l'article 71 du décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

2°) La ou les conventions prévues à l'article 37 de la loi du 10 juillet 1965 et relatives à l'exercice de l'un des droits accessoires aux parties communes.

Art. 3.— Les règlements, états et conventions énumérés aux articles qui précèdent peuvent faire l'objet d'un acte conventionnel ou résulter d'un acte judiciaire, suivant le cas, ayant pour objet de réaliser, constater ou ordonner la division de la propriété d'un immeuble dans les conditions fixées par l'article 1er de la loi du 10 juillet 1965.

Si le règlement de copropriété comprend un état descriptif de division et les conventions visées à l'article 2 ci-dessus, il doit être rédigé de manière à éviter toute confusion entre ses différentes parties et les clauses particulières au règlement de copropriété doivent se distinguer nettement des autres.

Dans ce cas, seules les stipulations dont l'objet est précisé à l'article 1er du présent décret constituent le règlement de copropriété au sens et pour l'application de ladite loi.

Art. 4.— Tout acte conventionnel réalisant ou constatant le transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot, ou la constitution sur ces derniers d'un droit réel, doit mentionner expressément que l'acquéreur ou le titulaire du droit a eu préalablement connaissance, s'ils ont été publiés dans les conditions prévues par l'article 13 de la loi du 10 juillet 1965, du règlement de copropriété ainsi que des actes qui l'ont modifié.

Il en est de même en ce qui concerne l'état descriptif de division et des actes qui l'ont modifié, lorsqu'ils existent et ont été publiés.

Le règlement de copropriété, l'état descriptif de division et les actes qui les ont modifiés, même s'ils n'ont pas été publiés au fichier immobilier, s'imposent à l'acquéreur ou au titulaire

du droit s'il est expressément constaté aux actes visés au présent article qu'il en a eu préalablement connaissance et qu'il a adhéré aux obligations qui en résultent.

Art. 5.— Pour l'application des dispositions de l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965, il n'est tenu compte que des créances du syndicat effectivement liquides et exigibles à la date de la mutation.

Indépendamment de l'application des dispositions dudit article 20, le syndic adresse, avant l'établissement de l'un des actes visés au précédent article, au notaire chargé de recevoir l'acte, à la demande de ce dernier ou à celle du copropriétaire qui cède son droit, un état daté qui, en vue de l'information des parties, indique, d'une manière même approximative et sous réserve de l'apurement des comptes :

a) Les sommes qui correspondent à la quote-part du cédant :

Dans les charges dont le montant n'est pas encore liquidé ou devenu exigible à l'encontre du syndicat ;

Dans les charges qui résulteront d'une décision antérieurement prise par l'assemblée générale mais non encore exécutée.

b) Eventuellement, le solde des versements effectués par le cédant à titre d'avance ou de provision.

Art. 6.— Tout transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot, toute constitution sur ces derniers d'un droit d'usufruit, de nue-propriété, d'usage ou d'habitation, tout transfert de l'un de ces droits est notifié, sans délai, au syndic, soit par les parties, soit par le notaire qui établit l'acte, soit par l'avoué qui a obtenu la décision judiciaire, acte ou décision qui, suivant le cas, réalise, atteste, constate ce transfert ou cette constitution.

Cette notification comporte la désignation du lot ou de la fraction de lot intéressé ainsi que l'indication des nom, prénoms, domicile réel ou élu de l'acquéreur ou du titulaire de droit et, le cas échéant, du mandataire commun prévu à l'article 23 (alinéa 2) de la loi du 10 juillet 1965.

SECTION II

Les assemblées générales de copropriétaires.

Art. 7.— Dans tout syndicat de copropriété, il est tenu, au moins une fois chaque année, une assemblée générale des copropriétaires.

Sous réserve des dispositions prévues aux articles 8 (alinéas 2 et 3), 47 et 50 du présent décret, l'assemblée générale est convoquée par le syndic.

Art. 8.— La convocation de l'assemblée est de droit lorsqu'elle est demandée au syndic soit par le conseil syndical, s'il en existe un, soit par un ou plusieurs copropriétaires représentant au moins un quart des voix de tous les copropriétaires, à moins que le règlement de copropriété ne prévoie un nombre inférieur de voix. La demande, qui est notifiée au syndic, précise les questions dont l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée est demandée.

Dans les cas prévus au précédent alinéa, l'assemblée générale des copropriétaires est valablement convoquée par le président du conseil syndical, s'il en existe un, après mise en demeure au syndic restée infructueuse pendant plus de huit jours.

Dans les mêmes cas, s'il n'existe pas de conseil syndical ou si les membres de ce conseil n'ont pas été désignés ou si le président de ce conseil ne procède pas à la convocation de l'assemblée, tout copropriétaire peut alors provoquer ladite convocation dans les conditions prévues à l'article 50 du présent décret.

Lorsque l'assemblée est convoquée en application du présent article, la convocation est notifiée au syndic.

Art. 9.— La convocation contient l'indication des lieu, date et heure de la réunion, ainsi que l'ordre du jour qui précise chacune des questions soumises à la délibération de l'assemblée. A défaut de stipulation du règlement de copropriété ou de décision de l'assemblée générale, la personne qui convoque l'assemblée fixe le lieu et l'heure de la réunion.

Sauf urgence, cette convocation est notifiée au moins quinze jours avant la date de la réunion, à moins que le règlement de copropriété n'ait prévu un délai plus long.

Sous réserve des stipulations du règlement de copropriété, l'assemblée générale est réunie dans la commune de la situation de l'immeuble.

Art. 10.— Dans les six jours de la convocation un ou plusieurs copropriétaires ou le conseil syndical, s'il en existe un, notifient à la personne qui a convoqué l'assemblée les questions dont ils demandent l'inscription à l'ordre du jour. Ladite personne notifie aux membres de l'assemblée générale un état de ces questions cinq jours au moins avant la date de cette réunion.

Art. 11.— Sont notifiés au plus tard en même temps que l'ordre du jour :

1° Le compte des recettes et des dépenses de l'exercice écoulé, un état des dettes et créances et la situation de la trésorerie, lorsque l'assemblée est appelée à approuver les comptes ;

2° Le budget prévisionnel accompagné des documents prévus au 1° ci-dessus, lorsque l'assemblée est appelée à voter les crédits du prochain exercice ;

3° Le projet de règlement de copropriété, de l'état descriptif de division, de l'état de répartition des charges ou le projet de modification desdits actes, lorsque l'assemblée est appelée, suivant le cas, à établir ou à modifier ces actes, notamment s'il est fait application des articles 11 (alinéas 1er et 2), 25 f, 26 b, 27, 28 et 30 (alinéa 3) de la loi du 10 juillet 1965 ;

4° Les conditions essentielles du contrat proposé, lorsque l'assemblée est appelée à approuver ou à autoriser une transaction, un devis ou un marché pour la réalisation de travaux ou l'un des contrats visés aux articles 25 d et 26 a de la loi du 10 juillet 1965 et aux articles 29 et 39 du présent décret ;

5° Le projet de résolution lorsque l'assemblée est appelée à statuer sur l'une des questions visées aux articles 18 (alinéa 2), 25 a et b, 30 (alinéas 1er et 2), 35 et 37 (alinéas 3 et 4) et 39 de la loi du 10 juillet 1965, ou à autoriser, s'il y a lieu, le syndic à introduire une demande en justice.

Art. 12.— Pour l'application de l'article 23 de la loi du 10 juillet 1965, chacun des associés reçoit notification des convocations ainsi que des documents visés au précédent article et il participe aux assemblées générales du syndicat dans les mêmes conditions que les copropriétaires.

A cet effet, le représentant légal de la société est tenu de communiquer, sans frais, au syndic ainsi que, le cas échéant, à toute personne habilitée à convoquer l'assemblée, et à la demande de ces derniers, les nom et domicile, réel ou élu, de chacun des associés. Il doit immédiatement informer le syndic de toute modification des renseignements ainsi communiqués.

A l'égard du syndicat, la qualité d'associé résulte suffisamment de la communication faite en application de l'alinéa qui précède.

La convocation de l'assemblée générale des copropriétaires est également notifiée au représentant légal de la société visée audit article 23 (alinéa 1er) ; ce dernier peut assister à la réunion avec voix consultative.

Art. 13.— L'assemblée ne délibère valablement que sur les questions inscrites à l'ordre du jour et dans la mesure où les

notifications ont été faites conformément aux dispositions des articles 9 à 11 du présent décret.

Art. 14.— Il est tenu une feuille de présence qui indique les nom et domicile de chaque copropriétaire ou associé, et, le cas échéant, de son mandataire, ainsi que le nombre de voix dont il dispose, compte tenu, s'il y a lieu, des dispositions de l'article 22 (alinéa 2) modifié et de l'article 24 (alinéa 2) de la loi du 10 juillet 1965.

Cette feuille est émargée par chaque copropriétaire ou associé présent, ou par son mandataire. Elle est certifiée exacte par le président de l'assemblée.

Art. 15.— Au début de chaque réunion, l'assemblée générale désigne, sous réserve des dispositions de l'article 50 (alinéa 1er) du présent décret, son président et, le cas échéant, son bureau.

Le syndic assure le secrétariat de la séance, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Art. 16.— Les majorités de voix exigées par les dispositions de la loi du 10 juillet 1965 pour le vote des décisions de l'assemblée générale et le nombre de voix prévu à l'article 8 (alinéa 1er) du présent décret sont calculés en tenant compte de la réduction résultant, s'il y a lieu, de l'application du deuxième alinéa de l'article 22 modifié de ladite loi.

Art. 17.— Il est établi un procès-verbal des délibérations de chaque assemblée, qui est signé par le président, par le secrétaire et par les membres du bureau s'il en a été constitué un.

Le procès-verbal comporte le texte de chaque délibération. Il indique le résultat de chaque vote et précise les noms des copropriétaires ou associés qui se sont opposés à la décision de l'assemblée, de ceux qui n'ont pas pris part au vote et de ceux qui se sont abstenus.

Sur la demande d'un ou plusieurs copropriétaires ou associés opposants, le procès-verbal mentionne les réserves éventuellement formulées par eux sur la régularité des délibérations.

Les procès-verbaux des séances sont inscrits, à la suite les uns des autres, sur un registre spécialement ouvert à cet effet.

Art. 18.— Le délai prévu à l'article 42 (alinéa 2) de la loi du 10 juillet 1965 pour contester les décisions de l'assemblée générale court à compter de la notification de la décision à chacun des copropriétaires opposants ou défaillants. Dans le cas prévu à l'article 23 (alinéa 1er) de la loi du 10 juillet 1965, cette notification est adressée au représentant légal de la société lorsqu'un ou plusieurs associés se sont opposés ou ont été défaillants.

La notification ci-dessus prévue doit mentionner les résultats du vote et reproduire le texte de l'article 42 (alinéa 2) de ladite loi.

En outre, dans le cas prévu à l'article 23 (alinéa 1er) de la loi du 10 juillet 1965, un extrait du procès-verbal de l'assemblée est notifié au représentant légal de la société propriétaire de lots, s'il n'a pas assisté à la réunion.

Art. 19.— Dans le cas prévu par l'article 25 (dernier alinéa) de la loi du 10 juillet 1965, lorsqu'à défaut de décision prise à la majorité définie audit article 25, une nouvelle assemblée générale doit être réunie pour statuer dans les conditions de majorité prévues par l'article 24 de la loi, et si l'ordre du jour de cette nouvelle assemblée ne porte que sur des questions déjà inscrites à l'ordre du jour de la précédente assemblée, le délai de convocation peut être réduit à huit jours et les notifications prévues à l'article 11 ci-dessus n'ont pas à être renouvelées.

Art. 20.— Il est procédé pour les assemblées spéciales des propriétaires des lots intéressés, prévues par les articles 27, 28, 35 (alinéa 2) et 38 de la loi du 10 juillet 1965, de la

même manière que pour les assemblées générales des copropriétaires.

Art. 21.— Une délégation de pouvoir donnée, en application de l'article 25 *a* de la loi du 10 juillet 1965, par l'assemblée générale au syndic, au conseil syndical ou à toute autre personne ne peut porter que sur un acte ou une décision expressément déterminé.

Elle peut toutefois autoriser son bénéficiaire à décider de certaines dépenses jusqu'à un montant dont la délégation fixe le maximum.

Elle ne peut, en aucun cas, priver l'assemblée générale de son pouvoir de contrôle sur l'administration de l'immeuble et la gestion du syndic.

Il sera rendu compte à l'assemblée de l'exécution de la délégation.

SECTION III

Le conseil syndical.

Art. 22.— Lorsque le règlement de copropriété crée un conseil syndical, il fixe les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement du conseil, notamment celles relatives au nombre de ses membres et à la durée de leur mandat, qui ne peut excéder trois années renouvelables.

Lorsqu'il n'a pas été prévu par le règlement de copropriété, un conseil syndical peut être constitué à tout moment par décision de l'assemblée générale des copropriétaires, prise à la majorité prévue par l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965.

Dans ce dernier cas ainsi qu'en l'absence de stipulation particulière du règlement de copropriété qui a créé un conseil syndical, l'assemblée générale, statuant à la même majorité, fixe les règles prévues à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Pour assurer la représentation prévue au dernier alinéa de l'article 27 de la loi du 10 juillet 1965, il est tenu compte, en cas de constitution d'un ou plusieurs syndicats secondaires, des dispositions de l'article 24 ci-après pour fixer le nombre des membres du conseil syndical du syndicat principal. Chaque syndicat secondaire dispose de plein droit d'un siège au moins à ce conseil.

Art. 23.— Les membres du conseil syndical sont choisis parmi les copropriétaires, les associés dans le cas prévu par l'article 23 (alinéa 1^{er}) de la loi du 10 juillet 1965, leurs conjoints ou leurs représentants légaux.

Le syndic, son conjoint et ses préposés, même s'ils sont copropriétaires ou associés, ne peuvent être membres du conseil syndical, sous réserve des dispositions de l'article 17 (alinéa 4) de la loi du 10 juillet 1965.

A moins qu'ils n'aient été nommés par le règlement de copropriété ou par la décision de l'assemblée générale qui a institué le conseil syndical, les membres de ce conseil sont désignés par l'assemblée générale, à la majorité prévue par l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965, ou, à défaut, dans les conditions prévues à l'article 48 du présent décret.

Ils peuvent être révoqués, à tout moment, par décision de l'assemblée générale prise à la majorité prévue à l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965 lorsqu'ils ont été nommés par le règlement de copropriété ou par la décision même qui a institué le conseil syndical et, dans les autres cas, suivant les conditions prévues pour leur désignation.

Art. 24.— Lorsqu'il existe un ou plusieurs syndicats secondaires, la représentation au conseil syndical du syndicat principal attribuée à un syndicat secondaire est proportionnelle à l'importance du ou des lots qui constituent ce syndicat secondaire par rapport à celle de l'ensemble des lots qui composent le syndicat principal.

Le ou les copropriétaires du ou des lots qui ne se sont pas constitués en syndicat secondaire disposent ensemble, s'il y a lieu, des autres sièges au conseil syndical du syndicat principal.

En l'absence de stipulation particulière du règlement de copropriété du syndicat principal, les copropriétaires désignent leurs représentants au conseil syndical de ce syndicat au cours d'une assemblée générale soit du syndicat secondaire, dans le cas prévu à l'alinéa 1^{er} du présent article, soit du syndicat principal dans le cas prévu à l'alinéa précédent.

Art. 25.— Un ou plusieurs membres suppléants peuvent être désignés, dans les mêmes conditions que les membres titulaires. En cas de cessation définitive des fonctions du membre titulaire, ils siègent au conseil syndical, à mesure des vacances, dans l'ordre de leur élection s'il y en a plusieurs, et jusqu'à la date d'expiration du mandat du membre titulaire qu'ils remplacent.

Dans tous les cas, le conseil syndical n'est plus régulièrement constitué si plus d'un quart des sièges devient vacant pour quelque cause que ce soit.

Art. 26.— Outre les dispositions de l'article 37 du présent décret, le conseil syndical donne son avis au syndic ou à l'assemblée générale sur les questions pour lesquelles il est consulté ou dont il se saisit lui-même.

Il contrôle la gestion du syndic, notamment la comptabilité de ce dernier, la répartition des dépenses, les conditions dans lesquelles sont passés et exécutés les marchés et tous autres contrats.

Il peut également recevoir d'autres missions ou délégations de l'assemblée générale dans les conditions prévues à l'article 25 *a* de la loi du 10 juillet 1965 et à l'article 21 du présent décret.

Un ou plusieurs membres du conseil, habilités à cet effet par ce dernier, peuvent prendre connaissance et copie, au bureau du syndic, après lui en avoir donné avis, de toutes pièces, documents, correspondances, registres se rapportant à la gestion du syndic et, d'une manière générale, à l'administration de la copropriété.

Art. 27.— Les fonctions de président et de membre du conseil syndical ne donnent pas lieu à rémunération.

Le conseil syndical peut se faire assister par tout technicien de son choix.

Les honoraires de ces techniciens ainsi que les frais nécessités par le fonctionnement du conseil syndical constituent des dépenses d'administration. Ils sont payés par le syndic dans les conditions fixées par le règlement de copropriété éventuellement modifié ou complété par la décision de l'assemblée générale visée à l'article 22 du présent décret.

SECTION IV

Le syndic.

Art. 28.— Sous réserve des dispositions de l'article 5 de la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 et des stipulations particulières du règlement de copropriété, les fonctions de syndic peuvent être assumées par toute personne physique ou morale.

En dehors de l'hypothèse prévue par l'article 5 précité, la durée des fonctions du syndic ne peut excéder trois années. Toutefois, pendant le délai prévu à l'article 1792 du code civil, elle ne peut dépasser une année lorsque le syndic, son conjoint, leurs commettants ou employeurs, leurs préposés, leurs parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus ont, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, même par personne interposée, participé à la construction de l'immeuble.

Les fonctions de syndic sont renouvelables pour les durées prévues à l'alinéa précédent.

Art. 29.— Les conditions de la rémunération du syndic sous réserve, le cas échéant, de la réglementation y afférente ainsi que les modalités particulières d'exécution de son mandat sont fixées, dans le cadre de la loi du 10 juillet 1965 et du présent décret, par l'assemblée générale, à la majorité prévue par l'article 24 de cette loi.

Art. 30.— A l'occasion de l'exécution de sa mission, le syndic peut se faire représenter par l'un de ses préposés.

Art. 31.— Le syndic engage et congédie le personnel du syndicat et fixe les conditions de son travail suivant les usages locaux et les textes en vigueur.

L'assemblée générale a seule qualité pour fixer le nombre et la catégorie des emplois.

Art. 32.— Le syndic établit et tient à jour une liste de tous les copropriétaires avec l'indication des lots qui leur appartiennent, ainsi que tous les titulaires des droits visés à l'article 6 ci-dessus ; il mentionne leur état civil ainsi que leur domicile réel ou élu.

Art. 33.— Le syndic détient les archives du syndicat, notamment une expédition ou une copie des actes énumérés aux articles 1er à 3 ci-dessus, ainsi que toutes conventions, pièces, correspondances, plans, registres, documents relatifs à l'immeuble et au syndicat. Il détient, en particulier, les registres contenant les procès-verbaux des assemblées générales des copropriétaires et les pièces annexes.

Il délivre des copies ou extraits, qu'il certifie conformes, de ces procès-verbaux.

Art. 34.— Le syndic tient, pour chaque syndicat de copropriétaires, une comptabilité séparée de nature à faire apparaître la position comptable de chaque copropriétaire à l'égard du syndicat.

Il prépare le budget prévisionnel qui est voté par l'assemblée générale.

Art. 35.— Le syndic peut exiger le versement :

1° De l'avance de trésorerie permanente prévue au règlement de copropriété ;

2° Au début de chaque exercice, d'une provision qui, sous réserve des stipulations du règlement de copropriété ou, à défaut, des décisions de l'assemblée générale, ne peut excéder soit le quart du budget prévisionnel voté pour l'exercice considéré, soit la moitié de ce budget si le règlement de copropriété ne prévoit pas le versement d'une avance de trésorerie permanente ;

3° En cours d'exercice, soit d'une somme correspondant au remboursement des dépenses régulièrement engagées et effectivement acquittées, soit de provisions trimestrielles qui ne peuvent chacune excéder le quart du budget prévisionnel pour l'exercice considéré ;

4° De provisions spéciales destinées à permettre l'exécution de décisions de l'assemblée générale, comme celles de procéder à la réalisation des travaux prévus aux chapitres III et IV de la loi du 10 juillet 1965, dans les conditions fixées par décisions de ladite assemblée.

L'assemblée générale décide, s'il y a lieu, du mode de placement des fonds ainsi recueillis.

Art. 36.— Sauf stipulation contraire du règlement de copropriété, les sommes dues au titre du précédent article portent intérêt au profit du syndicat. Cet intérêt, fixé au taux légal en matière civile, est dû à compter de la mise en demeure adressée par le syndic au copropriétaire défaillant.

Art. 37.— Lorsqu'en cas d'urgence le syndic fait procéder, de sa propre initiative, à l'exécution de travaux nécessaires à la sauvegarde de l'immeuble, il en informe les copropriétaires et convoque immédiatement une assemblée générale.

Par dérogation aux dispositions de l'article 35 ci-dessus, il peut, dans ce cas, en vue de l'ouverture du chantier et de son premier approvisionnement, demander, sans délibération préalable de l'assemblée générale mais après avoir pris l'avis du conseil syndical, s'il en existe un, le versement d'une provision qui ne peut excéder le tiers du montant du devis estimatif des travaux.

Art. 38.— Dans le cas où l'immeuble est administré par un syndic qui n'est pas soumis aux dispositions du décret n° 65-226 du 25 mars 1965, toutes sommes ou valeurs reçues au nom et pour le compte du syndicat doivent être versées sans délai à un compte bancaire ou postal ouvert au nom du syndicat. Le règlement de copropriété ou une décision de l'assemblée générale peut, le cas échéant, dans les conditions et sous réserve des garanties qu'il détermine, fixer le montant maximum des fonds que le syndic peut être autorisé à ne pas verser à ce compte.

Art. 39.— Toute convention entre le syndicat et le syndic, ses préposés, parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus, ou ceux de son conjoint au même degré, doit être spécialement autorisée par une décision de l'assemblée générale.

Il en est de même des conventions entre le syndicat et une entreprise dont les personnes ci-dessus visées sont propriétaires ou associés, ou dans lesquelles elles exercent les fonctions de gérant, d'administrateur ou de directeur, de salarié ou de préposé.

SECTION V

Dispositions particulières aux syndicats coopératifs.

Art. 40.— Outre les dispositions de la loi du 10 juillet 1965, les syndicats coopératifs de copropriétaires, dont la création est prévue à l'article 14 (alinéa 2) de cette loi, sont régis par les dispositions de la présente section et celles non contraires du présent décret.

Il en est ainsi pour les syndicats de copropriétaires pour lesquels le règlement de copropriété initial ou une délibération de l'assemblée générale prise dans les conditions fixées à l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965 a expressément adopté la forme de syndicat coopératif.

Art. 41.— Dans un syndicat coopératif, le syndic est élu par le conseil syndical, à la majorité des membres qui le constituent, et il est choisi parmi eux. Il exerce, de plein droit, les fonctions de président du conseil syndical.

En outre, le conseil peut élire, dans les mêmes conditions, un vice-président qui supplée le syndic en cas d'empêchement de celui-ci.

Ils sont l'un et l'autre révocables dans les mêmes conditions.

En aucun cas, le syndic et le vice-président ne peuvent conserver ces fonctions après l'expiration de leur mandat de membre du conseil syndical.

Art. 42.— Le syndic et le conseil syndical peuvent se faire assister par tout technicien de leur choix dans les conditions prévues à l'article 27 ci-dessus.

La mission d'un technicien choisi par le syndic ne peut excéder la durée des fonctions de ce dernier, sauf renouvellement de la dite mission.

SECTION VI

Les unions de syndicats de copropriétaires.

Art. 43.— Les unions de syndicats de copropriétaires, visées à l'article 29 de la loi du 10 juillet 1965, sont des groupements dont l'objet est d'assurer la création, la gestion et l'entretien d'éléments d'équipement communs à plusieurs syndicats, ainsi que la satisfaction d'intérêts communs auxdits syndicats. Ces

unions peuvent être propriétaires des biens nécessaires à leur objet. Les statuts de l'union déterminent les conditions de son fonctionnement sous réserve des dispositions de la présente section.

Une union peut recevoir l'adhésion de sociétés immobilières et de tous autres propriétaires dont les immeubles sont contigus ou voisins de ceux de ses membres.

Art. 44.— L'adhésion à une union est décidée par l'assemblée générale de chaque syndicat, à la majorité fixée par l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965.

L'assemblée générale de l'union est constituée par les syndicats des syndicats, les représentants légaux des sociétés et les propriétaires qui ont adhéré à l'union.

Les syndicats participent à l'assemblée générale de l'union en qualité de mandataire du ou des syndicats qu'ils représentent.

Art. 45.— Les syndicats coopératifs visés à l'article 14 (alinéa 2) de la loi du 10 juillet 1965 peuvent adhérer à des unions coopératives auxquelles s'appliquent les dispositions de la présente section.

Des syndicats non coopératifs peuvent adhérer à des unions coopératives, avec l'accord de ces dernières, sans perdre de plein droit leur forme initiale.

SECTION VII

Procédure.

Art. 46.— A défaut de nomination du syndic par l'assemblée des copropriétaires dûment convoqués à cet effet, le président du tribunal de grande instance désigne le syndic par ordonnance sur requête d'un ou plusieurs copropriétaires ou, en cas de syndicat coopératif sur requête d'un ou plusieurs membres du conseil syndical.

La même ordonnance fixe la mission du syndic et, sous réserve des dispositions du dernier alinéa du présent article, la durée de celle-ci ; la durée de cette mission peut être prorogée et il peut y être mis fin suivant la même procédure.

Indépendamment de missions particulières qui peuvent lui être confiées par l'ordonnance visée à l'alinéa 1er du présent article, le syndic ainsi désigné administre la copropriété dans les conditions prévues par l'article 18 de la loi susvisée du 10 juillet 1965 et par le présent décret. Il doit notamment convoquer l'assemblée générale en vue de la désignation d'un syndic deux mois avant la fin de ses fonctions.

La mission du syndic désigné par le président du tribunal cesse de plein droit à compter de l'acceptation de son mandat par le syndic désigné par l'assemblée générale.

Art. 47.— Dans tous les cas, autres que celui prévu par le précédent article, où le syndicat est dépourvu de syndic, le président du tribunal de grande instance, statuant par ordonnance sur requête, à la demande de tout intéressé, désigne un administrateur provisoire de la copropriété qui est notamment chargé, dans le délai éventuellement fixé par l'ordonnance et sous réserve de l'application des dispositions de l'article 9 ci-dessus, de convoquer l'assemblée en vue de la désignation d'un syndic.

Les fonctions de cet administrateur provisoire cessent de plein droit à compter de l'acceptation de son mandat par le syndic désigné par l'assemblée générale.

Art. 48.— A défaut de désignation dans les conditions prévues par les articles 22 (alinéas 2 et 3) et 24 (alinéa 3) du présent décret, le président du tribunal de grande instance, statuant par ordonnance sur requête du syndic ou d'un ou plusieurs copropriétaires, désigne les membres du conseil syndical. S'il s'agit de désigner les membres du conseil syndical du syndicat principal, la requête peut être présentée aussi bien

par le syndic du syndicat principal que par celui du syndicat secondaire.

Avant de statuer, le président du tribunal peut charger un mandataire de justice d'une mission d'information qui comprend notamment le droit de convoquer l'assemblée générale en vue de la désignation des membres du conseil syndical.

L'ordonnance qui désigne les membres du conseil syndical fixe la durée de leurs fonctions.

Ces fonctions cessent de plein droit à compter de l'acceptation de leur mandat par les membres du conseil syndical désignés par l'assemblée générale.

Art. 49.— Sous réserve des dispositions des articles 8 et 50 du présent décret, dans les cas d'empêchement ou de carence du syndic visés à l'article 18 (alinéa 3) de la loi du 10 juillet 1965, le syndic en fonction peut être assigné par tout intéressé devant le président du tribunal de grande instance statuant en matière de référé en vue de la désignation d'un administrateur provisoire de la copropriété.

L'ordonnance fixe la durée de la mission de l'administrateur provisoire, sauf si cette ordonnance la limite expressément à un ou plusieurs objets ; la mission ainsi confiée est celle qui est définie par l'article 18 de la loi susvisée du 10 juillet 1965 et par le présent décret.

Sauf s'il y a urgence à faire procéder à l'exécution de certains travaux nécessaires à la sauvegarde de l'immeuble et au fonctionnement des services d'équipement commun, la demande ne sera recevable que s'il est justifié d'une mise en demeure adressée au syndic et demeurée infructueuse pendant plus de huit jours.

Art. 50.— Dans l'hypothèse prévue à l'article 8 (3e alinéa) ci-dessus, le président du tribunal de grande instance, statuant en matière de référé, peut, à la requête de tout copropriétaire, habilitier un copropriétaire ou un mandataire de justice à l'effet de convoquer l'assemblée générale. Dans ce cas, il peut charger ce mandataire de présider l'assemblée.

Une mise en demeure, restée infructueuse pendant plus de huit jours, faite au syndic et, le cas échéant, au président du conseil syndical doit précéder l'assignation à peine d'irrecevabilité. Celle-ci est délivrée au syndic et, le cas échéant, au président du conseil syndical.

Art. 51.— Copie de toute assignation délivrée par un copropriétaire qui, en vertu de l'article 15 (alinéa 2) de la loi du 10 juillet 1965, exerce seul les actions concernant la propriété ou la jouissance de son lot, est adressée par l'huissier au syndic par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Art. 52.— L'action en justice visée à l'article 12 de la loi du 10 juillet 1965 est intentée à l'encontre du syndicat lorsqu'elle est fondée sur le fait que la part, dans l'une ou l'autre des catégories de charges, incombant au lot du demandeur est supérieure de plus d'un quart à celle qui résulterait d'une répartition conforme à l'article 10 de cette loi.

Art. 53.— Si la part d'un copropriétaire est inférieure de plus d'un quart, dans l'une ou l'autre des catégories de charges, à celle qui résulterait d'une répartition conforme aux dispositions de l'article 10 de la loi du 10 juillet 1965, l'action en justice visée à l'article 12 de ladite loi est intentée à l'encontre de ce copropriétaire.

A peine d'irrecevabilité de l'action, le syndicat est appelé en cause.

Art. 54.— Chaque fois qu'une action en justice intentée contre le syndicat a pour objet ou peut avoir pour conséquence une révision de la répartition des charges, et indépendamment du droit pour tout copropriétaire d'intervenir personnellement dans l'instance, le syndic ou tout copropriétaire peut, s'il existe

des oppositions d'intérêts entre les copropriétaires qui ne sont pas demandeurs, présenter requête au président du tribunal de grande instance en vue de la désignation d'un mandataire *ad hoc*.

Dans ce cas, la signification des actes de procédure est valablement faite aux copropriétaires intervenants ainsi qu'au mandataire *ad hoc*.

Art. 55.— Le syndic ne peut intenter une action en justice au nom du syndicat sans y avoir été autorisé par une décision de l'assemblée générale, sauf lorsqu'il s'agit d'une action en recouvrement de créance même par voie d'exécution forcée, d'une procédure engagée conformément à l'article 54 du décret du 30 mars 1808, et en cas d'urgence, notamment d'une procédure engagée conformément aux articles 806 et suivants du code de procédure civile. Dans tous les cas, le syndic doit rendre compte des actions qu'il a introduites, à la prochaine assemblée générale.

Art. 56.— Tout intéressé peut demander au président du tribunal de grande instance, statuant sur requête, de désigner un mandataire *ad hoc* pour ester en justice au nom du syndicat lorsque celui-ci est partie dans une instance relative à l'exécution de la construction de l'immeuble, aux garanties dues ou aux responsabilités encourues à cette occasion, si le syndic, son conjoint, leurs commettants ou employeurs, leurs préposés, leurs parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus ont, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, même par personne interposée, participé à ladite construction.

Art. 57.— Lorsque le syndic s'est opposé, dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965, au paiement du prix de vente d'un lot ou d'une fraction de lot, pour une créance inférieure au montant de ce prix, les effets de l'opposition ainsi formée peuvent être limités, par ordonnance du président du tribunal de grande instance statuant en référé, conformément aux dispositions de l'article 567 du code de procédure civile, au montant des sommes restant dues au syndicat par l'ancien propriétaire.

Art. 58.— Les dispositions des articles 819, 821, 824 et 825 du code de procédure civile sont applicables au recouvrement des créances visées à l'article 19 (alinéa 1er) de la loi du 10 juillet 1965 et à l'article 55 du présent décret.

Art. 59.— A l'occasion de tous litiges dont est saisie une juridiction et qui concerne le fonctionnement d'un syndicat ou dans lesquels le syndicat est partie, le syndic avise chaque copropriétaire de l'existence et de l'objet de l'instance.

Les actes de procédure concernant le syndicat des copropriétaires sont régulièrement signifiés, suivant les cas, au syndic ou à la requête de celui-ci.

Art. 60.— Nonobstant toutes dispositions contraires, toute demande formée par le syndicat à l'encontre d'un ou plusieurs copropriétaires, suivant la procédure d'injonction de payer, est portée devant la juridiction du lieu de la situation de l'immeuble.

Art. 61.— Pour l'application de l'article 23 (alinéa 2) de la loi du 10 juillet 1965, le président du tribunal de grande instance statue, par ordonnance sur requête, lorsqu'en cas d'indivision ou d'usufruit la désignation d'un mandataire commun est demandée en justice.

Art. 62.— Tous les litiges nés de l'application de la loi du 10 juillet 1965 et du présent décret sont de la compétence de la juridiction du lieu de la situation de l'immeuble.

SECTION VIII

Dispositions diverses.

Art. 63.— Toutes les notifications et mises en demeure prévues par la loi du 10 juillet 1965 et par le présent décret, à

l'exception de la mise en demeure visée à l'article 19 de ladite loi, sont valablement faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Toutefois, la notification des convocations prévues au présent décret ainsi que celle de l'avis mentionné à l'article 59 ci-dessus peuvent valablement résulter d'une remise contre récépissé ou émargement.

Art. 64.— En vue de l'application de l'article précédent, chaque copropriétaire ou titulaire d'un droit d'usufruit ou de nue-propriété sur un lot ou une fraction de lot doit notifier au syndic son domicile réel ou élu soit en France métropolitaine si l'immeuble y est situé, soit dans le département ou le territoire d'outre-mer de la situation de l'immeuble.

Les notifications et mises en demeure prévues par l'article 63 du présent décret sont valablement faites au dernier domicile notifié au syndic.

Les notifications, mises en demeure ou significations intéressant le syndicat sont valablement faites au siège du syndicat ou au domicile du syndic.

Art. 65.— Le présent décret est applicable dans les territoires d'outre-mer, sous réserve des règles de procédure particulières à ces territoires.

Art. 66.— Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, le ministre de l'équipement et le secrétaire d'Etat au logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mars 1967.

Georges POMPIDOU.

Par le premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Jean FOYER.

Le ministre d'Etat

chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Pierre BILLOTTE.

Le ministre de l'équipement,

Edgard PISANI.

Le secrétaire d'Etat au logement,

Roland NUNGESSER.

ARRÊTÉ n° 1284 AA du 19 avril 1967 promulguant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 67-332 du 31 mars 1967 portant organisation et fixant le mode de fonctionnement des stations du réseau général des radiocommunications dans les territoires français d'outre-mer, (publié au J.O.R.F. n° 83 du 8 avril 1967 - page 3533).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

DECRET n° 67-332 du 31 mars 1967 portant organisation et fixant le mode de fonctionnement des stations du réseau général des radiocommunications dans les territoires français d'outre-mer.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, du ministre de l'économie et des finances et du ministre des postes et télécommunications,

Vu le décret n° 46-2290 du 16 octobre 1946 portant organisation et fixant le mode de fonctionnement des réseaux de télécommunications des territoires de l'Union française placés sous le contrôle du ministère de la France d'outre-mer et portant création d'un conseil des télécommunications de l'Union française ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer et énumération des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 56-1229 du 3 décembre 1956 portant réorganisation et décentralisation des postes et télécommunications d'outre-mer,

Décète :

Article 1^{er}.— Une station du réseau général des radiocommunications dans les territoires d'outre-mer est créée à Saint-Pierre (îles Saint-Pierre et Miquelon).

Ce réseau groupe actuellement les stations et bureaux figurant sur le tableau annexé au présent décret.

Art. 2.— Les stations du réseau général des radiocommunications sont destinées à assurer l'acheminement du trafic tant officiel que privé entre le territoire siège de la station, d'une part, la métropole, les départements et autres territoires d'outre-mer et les pays étrangers, d'autre part.

Le réseau général des radiocommunications est exploité par l'administration métropolitaine des postes et télécommunications qui assure l'équipement, l'entretien et la gestion des stations.

Art. 3.— Les dépenses entraînées par le fonctionnement et l'équipement des stations du réseau général sont supportées par le budget annexe des postes et télécommunications de la métropole.

En contrepartie, toutes les recettes à provenir de l'exploitation des stations du réseau général reviennent audit budget annexe.

Art. 4.— Les dispositions du décret n° 46-2290 du 16 octobre 1946 susvisé sont abrogées.

Art. 5.— Le présent décret prendra effet dans les territoires d'outre-mer à compter du 1^{er} janvier 1967.

Art. 6.— A titre transitoire, en ce qui concerne Saint-Pierre et Miquelon, le budget annexe des postes et télécommunications versera au budget du territoire, pour l'année 1966, une subvention couvrant le déficit de fonctionnement de la station de radiocommunications existant actuellement et rattachée au budget du territoire.

Art. 7.— Le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, le ministre de l'économie et des finances et le ministre des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mars 1967.

Georges POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre des postes et télécommunications,

Jacques MARETTE.

Le ministre d'Etat

chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Pierre BILLOTTE.

Le ministre de l'économie et des finances,

Michel DEBRE.

ANNEXE

Stations et bureaux situés dans les territoires français d'outre-mer.

Djibouti, Côte française des Somalis (centre d'émission, centre de réception, bureau central radiotélégraphique, centre des liaisons radiotéléphoniques).

Nouméa, Nouvelle-Calédonie (centre d'émission, centre de réception, bureau central radiotélégraphique, centre des liaisons radiotéléphoniques).

Papeete, Polynésie française (centre d'émission, centre de réception, bureau central radiotélégraphique, centre des liaisons radiotéléphoniques).

Saint-Pierre, îles Saint-Pierre et Miquelon (centre d'émission, centre de réception, bureau central radiotélégraphique, centre des liaisons radiotéléphoniques).

ARRÊTÉ n° 1569 AA du 16 mai 1967 promulquant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- l'arrêté du 6 avril 1967 relatif à l'ouverture de la circulation aérienne de l'aérodrome de Rangiroa.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL du 6 avril 1967 *relatif à l'ouverture de la circulation aérienne de l'aérodrome de Rangiroa.*

Le Secrétaire d'État aux transports,

Vu le décret n° 63-927 du 6 septembre 1963, relatif aux conditions de création, de mise en service, d'utilisation et de contrôle des aérodromes dans les territoires d'outre-mer, et notamment son article 4 ;

Vu l'avis émis par le conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aériennes sur les avant-projets de plan de masse des aérodromes de Rangiroa et d'Anaa, dans sa séance du 26 juin 1964 ;

Vu l'avis émis par le conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aériennes sur l'ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Rangiroa, dans sa séance du 14 octobre 1966,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— L'aérodrome de Rangiroa (Polynésie française) créé par la République française, est ouvert à la circulation aérienne publique.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et promulgué au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 6 avril 1967.

Le secrétaire d'État aux transports,
Pour le secrétaire d'État et par délégation :
Le secrétaire général à l'aviation civile,
J. BOITREAU.

ARRÊTÉ n° 1571 AA du 16 mai 1967 *promulguant un acte du pouvoir central.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931,

relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret du 28 avril 1967 relatif à la composition du gouvernement, (publié au J.O.R.F. n° 101 du 29 avril 1967 - page 4371).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

DÉCRET du 28 avril 1967 *relatif à la composition du gouvernement.*

Le Président de la République,

Sur la proposition du Premier ministre,

Vu l'article 8 de la Constitution ;

Vu le décret du 7 avril 1967 portant nomination des membres du gouvernement,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.— M. François Ortoli est nommé ministre de l'équipement et du logement, en remplacement de M. Edgard Pisani, dont la démission est acceptée.

Art. 2.— Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 avril 1967.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Georges POMPIDOU.

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

DÉCRET du 14 avril 1967 *portant acquisition de la nationalité française.* (J.O.R.F. du 23 avril 1967).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

.....
Hiou (Chouck Fong), Papeete (Polynésie française), 03-03-42, NAT

.....
Hiou (Chouck Fong), Papeete (Polynésie française), 26-07-44, NAT

Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

.....
Giau (Irène) — Hiou (Chouck Fong)

.....
Giau (Simone) — Hiou (Chouck Fong)

DÉCRET du 24 avril 1967 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. du 30 avril 1967).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Ho (Niou Lin), Papeete (Polynésie française), 22-05-40, NAT
Ho, née Zi-Sou (Sioulie), Papeete (Polynésie française), 13-05-44, NAT

Ho (Leilani), Papeete (Polynésie française.), 04-02-66, EFF

Wan Kim (Meoulene), Faaa (Polynésie française), 25-05-36, NAT

Woung (Lib Lane), Paopao (Polynésie française), 09-10-59, EFF

Woung (Roger), Paopao (Polynésie française), 15-02-61, EFF
Wan Kim (Tchoum Fa), Afaahiti (Polynésie française), 28-03-17, NAT

Wan Kim, née Chin Koin (A Kiao), Punaauia (Polynésie française), 19-09-27, NAT

Wan Kim (Gisèle), Papeete (Polynésie française), 12-04-50, EFF

Wan Kim (Germaine), Papeete (Polynésie française), 13-07-52, EFF

Wan Kim (Ida), Faaa (Polynésie française), 13-09-55, EFF

Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

Hofen (Lucien), — Ho (Niou Lin)
Hofen, née Zisou (Florence) — Ho, née Zi-Sou (Sioulie)
Hofen (Leilani) — Ho (Leilani)

Vanquin (Benoît) — Wan Kim (Tchoum Fa)
Vanquin, née Chancaux (Odette) — Wan Kim, née Chin Koin (A Kiao)

Vanquin (Gisèle) — Wan Kim (Gisèle)
Vanquin (Germaine) — Wan Kim (Germaine)

Vanquin (Ida) — Wan Kim (Ida)
Vanquin (André) — Wan Kim (Meoulene)

Vanquin (René) — Woung (Lib-Lane)

Vanquin (Roger) — Woung (Roger)

DÉCRET du 27 avril 1967 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. du 7 mai 1967).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Chung-Luk (Shung Meng), Uturoa (Polynésie française), 17-02-21, NAT

Chung-Luk (John), Uturoa (Polynésie française), 09-05-47, EFF

Chung-Luk (Germaine), Uturoa (Polynésie française), 31-07-49, EFF

Chung-Luk (Landry), Afareaitu (Polynésie française), 31-07-50, EFF

Chung-Luk (Line), Uturoa (Polynésie française), 03-04-63, EFF

Lee (Fou Chong), Papeete (Polynésie française), 12-01-48, NAT

Tchan Si Fat (Foiu), Opoa (Polynésie française), 19-04-47, NAT

Wong (Kah Hin), Papeete (Polynésie française), 14-10-45, NAT

You Kai Ming (Sidonie), Uturoa (Polynésie française), 23-08-47, NAT

Zi-Sou (Chiping), Papeete (Polynésie française), 24-09-41, NAT

Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

Chanzy (Laurent) — Tchan Si Fat (Foiu)

Chune (Simon) — Chung-Luk (Shung Meng)

Chune (John) — Chung-Luk (John)

Chune (Germaine) — Chung-Luk (Germaine)

Chune (Landry) — Chung-Luk (Landry)

Chune (Line) — Chung-Luk (Line)

Guilloux (Sidonie) — You Kai Ming (Sidonie)

Lhie (Jean) — Lee (Fou Chong)

Vota (Abel) — Wong (Kah Hin)

Zisou (Valère) — Zi-Sou (Chiping)

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 1443 AA du 28 avril 1967 *admettant certains condamnés à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle, titres 1 et 2, promulguée dans la Colonie par arrêté du 9 décembre suivant ;

Vu la dépêche ministérielle du 4 juin 1887 relative à l'application aux colonies de la loi susvisée ;

Vu les avis émis le 13 avril 1967 par la commission de surveillance des prisons, en application des articles 31 et 34 de l'arrêté n° 1074 AA du 25 août 1951 portant refonte du régime des prisons du territoire,

Arrête :

Art. 1er.— Les condamnés désignés ci-après sont admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle :

— *Barsinas Gabriel*, condamné par jugement du tribunal supérieur d'appel le 16 février 1967 à quatre mois de prison et mandat de dépôt maintenu pour coups et blessures.

— *Martin Jean Louis*, condamné par jugement du tribunal supérieur d'appel le 23 février 1967 à un an de prison pour coups et blessures volontaires.

— *Tihopu Mahuru*, condamné par jugement du tribunal supérieur d'appel du 18 novembre 1965 à trente mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour pour coups et blessures et recel de vols.

— *Ludvion Sabin*, condamné par jugement du tribunal correctionnel le 18 janvier 1966 à dix neuf mois de prison pour émission de chèque sans provisions.

— *Tetuaetara Emilien*, condamné par jugement du tribunal correctionnel le 28 février 1967 à huit mois de prison pour violation de domicile et violences et voies de fait.

En conséquence, après notification du présent arrêté et remise aux intéressés d'un permis de libération, ils seront mis en liberté à la date indiquée et pourront y être laissés jusqu'à expiration de leur peine.

Art. 2.— Ils feront connaître la localité où ils désirent se fixer et devront s'y rendre sans retard.

Toutes les fois qu'ils auront l'intention de changer de domicile, ils en aviseront préalablement le service de la sûreté ou la brigade de gendarmerie. Cette disposition n'est pas applicable aux déplacements momentanés, à moins qu'une décision spéciale ne le prescrive.

Art. 3.— Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré aux intéressés par un arrêté soit pour inconduite habituelle ou publique dûment constatée, soit pour infractions aux conditions auxquelles est subordonné leur maintien en liberté.

Dans ce cas, ils seront réintégrés à la prison pour la durée de leur peine non écoulée au moment de leur libération.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 avril 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRETE n° 1449 AA du 2 mai 1967 portant exécution de la délibération n° 67-28 du 23 mars 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouverne-

ment des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 67-28 du 23 mars 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant création en Polynésie française, d'un service territorial de l'économie rurale et d'un service territorial des pêches ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 28 septembre 1966,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-28 du 23 mars 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, portant création en Polynésie française :

— d'un service territorial de l'économie rurale,

— et d'un service territorial des pêches.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mai 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 67-28 du 23 mars 1967 portant création, en Polynésie française, d'un service territorial de l'économie rurale et d'un service territorial des pêches.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu l'arrêté n° 1275 C du 5 octobre 1948 portant organisation du service local de l'agriculture, de l'élevage et des forêts ;

Vu le décret du 26 décembre 1950 fixant les attributions du service de l'élevage et des industries animales dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret du 22 janvier 1954 fixant les attributions du service des eaux et forêts dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1207 AA du 5 octobre 1966 du gouverneur de la Polynésie française, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 28 septembre 1966 ;

Vu le rapport n° 67-36 en date du 22 mars 1967 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 mars 1967,

Adopte :

Article 1er.— Les dispositions des textes susvisés concernant l'organisation en Polynésie française du service de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes portant création et organisation :

a) d'un service territorial de l'économie rurale en Polynésie française,

b) d'un service territorial de la pêche en Polynésie française.

TITRE I*Service territorial de l'économie rurale.*

Art. 2.— Le service territorial de l'économie rurale est chargé, sous l'autorité du chef de territoire, de l'étude et de l'application de l'ensemble des mesures intéressant le développement de la production agricole et forestière ainsi que de l'élevage, dans le cadre général de la politique économique définie conformément aux dispositions du décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958.

Art. 3.— Le service est dirigé par un ingénieur agronome désigné par le chef de territoire en conseil de gouvernement, secondé par deux adjoints, l'un chargé spécialement des questions agricoles et forestières, le second vétérinaire de celles relatives à l'élevage et à l'action vétérinaire. Ce service comprend :

a) le bureau administratif chargé, sous l'autorité directe du chef de service, de l'ensemble des problèmes administratifs, financiers et comptables du service.

b) la section de recherches agronomiques et de contrôle, à laquelle sont confiées :

— la responsabilité des études et des expérimentations tendant à l'amélioration des cultures et à la préparation technique des actions agricoles pastorales et forestières.

— la responsabilité de la protection phytosanitaire dans le territoire et du conditionnement des produits végétaux à l'importation et à l'exportation.

Cette section est en outre responsable du fonctionnement technique des stations d'essais du service.

c) la section d'enseignement agricole chargée de la direction de l'école d'agriculture ainsi que de l'organisation des divers cours techniques et stages de formation dont le service de l'agriculture peut être appelé à assumer la charge, notamment des classes terminales agricoles de l'enseignement primaire,

d) la section "agriculture", responsable de la vulgarisation des techniques agraires et de l'exécution des actions agricoles conduites dans l'ensemble du territoire,

e) la section "élevage" à qui incombe l'assistance vétérinaire, la prophylaxie des épizooties, la police sanitaire des animaux, l'inspection des produits comestibles d'origine animale ainsi que toutes questions concernant la conservation, l'exploitation et l'amélioration d'un cheptel,

f) la section "eaux et forêts" qui est chargée de tous les problèmes concernant la sylviculture, notamment la reforestation, la conservation et l'exploitation des forêts.

TITRE II*Service territorial de la pêche.*

Art. 4.— Le service territorial de la pêche est chargé, sous l'autorité du chef de territoire, de l'ensemble des activités qui concernent la pêche côtière, la pêche fluviale et les cultures marines et aquatiques.

Parmi ses attributions, figurent notamment :

1) l'établissement des statistiques concernant la production, les embarcations et engins de pêche, les établissements de pêche, le commerce intérieur et extérieur, la transformation des produits bruts,

2) les travaux et les recherches relevant du domaine des sciences du milieu marin ou aquatique et intéressant les pêches ainsi que les cultures marines ou aquatiques,

3) la législation et la réglementation de la pêche côtière et fluviale en vue d'assurer une exploitation rationnelle des bancs de pêche et d'en maintenir la productivité,

4) la législation et la réglementation des cultures marines ou aquatiques en vue d'assurer l'utilisation intensive des ressources marines ou aquatiques,

5) l'instruction des demandes de création d'établissement de pêche sur des propriétés privées ou sur le domaine public maritime concédé en liaison avec le service des domaines,

6) le contrôle technique et sanitaire des établissements de pêche, des entrepôts, des marchés et des ateliers de transformation,

7) la surveillance des activités de pêche réglementées et de l'utilisation des emplacements du domaine public maritime, concédé,

8) le contrôle du conditionnement des produits exportés,

9) la politique générale des activités de pêche côtière ou fluviale et de culture marine ou aquatique et des questions économiques et sociales s'y rattachant,

10) l'organisation professionnelle,

11) la participation aux activités des organismes de crédit et de coopération en matière de pêche et de culture marine ou aquatique.

Art. 5.— Le service est dirigé par un chef de service choisi en raison de ses connaissances en matière de pêche, et désigné par le chef de territoire en conseil de gouvernement.

Art. 6.— Des arrêtés pris en conseil de gouvernement fixeront les modalités d'organisation du service de la pêche et pourront instituer des commissions consulaires de représentants des différentes professions intéressées aux productions marines ou aquatiques, à la transformation ou à la commercialisation sous toutes ses formes des produits de la mer et des eaux douces.

TITRE III*Dispositions diverses.*

Art. 7.— La répartition entre les deux services ainsi créés, des personnels et des matériels relevant à la date de la publication de l'arrêté rendant exécutoire la présente délibération, des services de l'agriculture et des eaux et forêts d'une part, de l'élevage et des industries animales d'autre part, fera l'objet d'une décision du chef de territoire, prise en conseil de gouvernement, sur proposition du secrétaire général du gouvernement. Il en sera de même en ce qui concerne les crédits FIDES intéressant les deux services.

La ventilation des crédits inscrits au titre du budget local fera d'autre part l'objet d'une délibération de l'assemblée territoriale prise sur proposition du gouverneur, chef de territoire, agissant en conseil de gouvernement.

Art. 8.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

La secrétaire,

Céline OOPA.

Le président,

Elie SALMON.

DÉCISION n° 1463 PEL du 2 mai 1967 fixant la date des élections aux commissions administratives paritaires des cadres territoriaux.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-2 du 18 janvier 1963 portant transformation du statut général des cadres supérieurs et secondaires de la Polynésie française en statut général des cadres territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1137 PEL du 15 mai 1964 fixant les statuts particuliers, les échelonnements indiciaires et le régime de congé des fonctionnaires des cadres du territoire de la Polynésie française, et plus particulièrement les articles 129 et suivants ;

Vu l'arrêté n° 3018 PEL du 5 décembre 1964 portant nomination des membres des commissions administratives paritaires des cadres territoriaux de la Polynésie française,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— La date des élections aux commissions administratives paritaires de la fonction publique territoriale est fixée au vendredi 3 novembre 1967.

Art. 2. — Les listes de candidats établies pour chaque corps comprenant 4 représentants titulaires et 4 représentants suppléants, tous en service aux Iles du Vent, devront être déposées au plus tard le mercredi 2 août 1967, terme de rigueur, au service du personnel.

Elles porteront le nom d'un fonctionnaire résidant à Papeete appelé à représenter la liste dans toutes les opérations électorales et seront en outre accompagnées d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat.

Il ne sera accepté aucun dépôt ni modification de liste après le 2 août 1967.

Art. 4. — Une circulaire précisera les modalités d'organisation et de déroulement des élections aux commissions administratives paritaires.

Art. 5. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mai 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

Le chef du service du personnel,

J. MANSUY.

ARRÊTÉ n° 1507 MM du 8 mai 1967 portant modification de l'arrêté n° 2652 AA du 22 octobre 1964 déterminant pour l'ensemble de la Polynésie française les points ouverts aux navires de plaisance pour une première touchée dans le territoire.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2652 AA du 22 octobre 1964 déterminant pour l'ensemble de la Polynésie française les points ouverts aux navires de plaisance pour une première touchée dans le territoire,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 2652 AA du 22 octobre 1964 sont modifiées ainsi qu'il suit :

Iles du Vent

supprimer : Makatea : Temoa.

Article 2. — Les chefs de circonscription, le chef de la sûreté générale, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1512 AA/F du 8 mai 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-38 du 18 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendue exécutoire la délibération n° 67-38 du 18 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant modification du budget local d'équipement 1967.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 67-38 du 18 avril 1967 portant modification du budget local d'équipement 1967.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget local 1967 et toutes délibérations modificatives ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1061 FT en date du 30 mars 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-58 en date du 18 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 18 avril 1967,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Conformément au tableau ci-annexé, le budget local d'équipement exercice 1967 est modifié comme suit (milliers de francs CP) :

Chap.	Art.	Désignation	En + par article	En + par chapitre
		A.- RECETTES		
24	1	Prélèvement sur la caisse de réserve		229.698
		B.- DÉPENSES		
51	1	Travaux d'urbanisme	14.229	
	2	Routes et ponts	12.655	
	3	Ouvrages portuaires	4.054	
	4	Ouvrages hydrauliques	16.689	
	6	Équipement agricole	807	
	7	Études générales	6.035	54.469
52	1	Constructions	88.383	88.383
53	1	Achat de terrains	35.509	
	2	Achat d'immeubles	6.100	
	3	Constitution d'une réserve foncière	3.274	44.883
54	1	Acquisition de gros matériel	11.840	11.840
55	1	Participation au capital de l'huilerie	25.000	25.000
56	2	Municipalités	5.123	5.123
		Total		229.698

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

La secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Elie SALMON.

DÉCISION n° 1517 FT du 9 mai 1967 accordant une avance sur subvention.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les prévisions budgétaires,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Une avance de cinquante cinq mille (55.000) francs sur sa subvention de fonctionnement 1967 est accordée à l'association des étudiants de Tahiti à Paris.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 43, article 4, exercice 1967.

Article 3.— La subvention sera accordée dès que les justifications présentées auront été complétées conformément aux dispositions de l'arrêté 825 FT sus-visé.

Art. 4.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 9 mai 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le chef du service des finances
et de la comptabilité,

J. PERES.

ARRÊTÉ n° 1529 AA du 10 mai 1967 autorisant le report de la date de tirage d'une tombola.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 64-84 du 9 juillet 1964 de l'assemblée territoriale portant réglementation des loteries, rendue exécutoire par arrêté n° 1971 AA du 19 août 1964 ;

Vu l'arrêté n° 219 AA du 25 janvier 1967 autorisant l'organisation d'une tombola au profit du groupement de solidarité des femmes de Tahiti (Section Arue) ;

Vu la demande présentée par M^{me} Rose Raoulx, présidente du Groupement de Solidarité des Femmes de Tahiti (Section Arue) ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 10 mai 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est autorisé le report à la date du 26 août 1967 du tirage de la tombola organisée au profit du groupement de solidarité des femmes de Tahiti (Section Arue) par arrêté n° 219 AA du 25 janvier 1967 susvisé.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1530 ELV du 10 mai 1967 *prolongeant la campagne de plongée à Manihi.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 21 janvier 1904 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 171 AAE rendant exécutoire la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeur à nu en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 449 AAE du 4 mars 1960 rendant exécutoire la délibération n° 60-13 du 9 février 1960 complétant et modifiant certaines dispositions des articles 10, 12, 18, 23 et 24 de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 413 AAE/ELV du 16 février 1961 rendant exécutoire la délibération n° 61-9 du 26 janvier 1961 réglementant l'élevage des huîtres nacrées et perlières en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 840 AA/TG/ELV/AE du 19 avril 1961 rendant exécutoire la délibération n° 61-43 du 8 avril 1961 modifiant la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 263 AA du 31 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-9 du 24 janvier 1962 modifiant la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 2749 AA/ELV du 5 décembre 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-30 du 3 mai 1962 relative à la pêche des nacres en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 AA/ELV du 23 mars 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-14 du 14 février 1963 complétant et modifiant certaines dispositions de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 1914 AA/ELV du 12 août 1964 rendant exécutoire la délibération n° 64-82 du 9 juillet 1964 modifiant certaines dispositions de la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 394 ELV du 9 février 1967 ouvrant la plongée à Manihi ;

Vu l'avis émis par la commission consultative de la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières le 10 avril 1967 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 10 mai 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— La prolongation de la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières est autorisée dans le lagon de Manihi du 16 mars 1967 au 30 juin 1967 (inclus).

Art. 2.— Chaque commerçant est tenu de déclarer journalièrement auprès de l'agent du service de l'élevage, ou, à défaut, du président du conseil de district les quantités de nacre dont il s'est rendu acquéreur. Cette nacre sera classée en 5 catégories :

1°) *Nacre N° 1* : forme normale, aucune piqûre.

2°) *Nacre N° 2* : forme normale, quelques piqûres.

3°) *Nacre N° 3* : forme normale, nombreuses piqûres.

4°) *Nacre N° 4* : valve déformée ou brisure de valve.

5°) *Nacre N° 5* : valve susceptible d'être utilisée par l'artisanat local (ex : valves de très grande dimension de forme ou couleur originale, présence de corail arborescent ou de soufflures de nacre etc...).

Art.— 3.— Le chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier, le chef du service judiciaire et le chef du service de l'élevage sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTE n° 1531 ELV du 10 mai 1967 *ouvrant certains lagons à la plongée.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 21 janvier 1904 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 171 AAE rendant exécutoire la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeur à nu en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 449 AAE du 4 mars 1960 rendant exécutoire la délibération n° 60-13 du 9 février 1960 complétant et modifiant certaines dispositions des articles 10, 12, 18, 23 et 24 de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 413 AAE/ELV du 16 février 1961 rendant exécutoire la délibération n° 61-9 du 26 janvier 1961 réglementant l'élevage des huîtres nacrées et perlières en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 840 AA/TG/ELV/AE du 19 avril 1961 rendant exécutoire la délibération n° 61-43 du 8 avril 1961 modifiant la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 263 AA du 31 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-9 du 24 janvier 1962 modifiant la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 2749 AA/ELV du 5 décembre 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-30 du 3 mai 1962 relative à la pêche des nacres en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 AA/ELV du 23 mars 1963 rendant exécutoire la délibération n° 62-14 du 14 février 1962 complétant et modifiant certaines dispositions de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 1914 AA/ELV du 12 août 1964 rendant exécutoire la délibération n° 64-82 du 9 juillet 1964 modifiant certaines dispositions de la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 3384 AA/ELV du 12 octobre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-103 (bis) du 31 août 1966 modifiant et complétant certaines dispositions de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 ;

Vu l'avis émis par la commission consultative de la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières le 24 avril 1967 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 10 mai 1967,

Arrête :

Article 1er.— Sont ouverts à la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières les lagons des îles suivantes :

Makemo (lagon entier) du 1er mai 1967 au 30 juin 1967 inclus.

Marutea-nord (lagon entier) du 1er mai 1967 au 30 juin 1967 (inclus).

Vahitahi (lagon entier) du 1er mai 1967 au 30 juin 1967 (inclus).

Art. 2.— Chaque commerçant est tenu de déclarer journalièrement auprès de l'agent du service de l'élevage, ou, à défaut, du président du conseil de district les quantités de nacre dont il s'est rendu acquéreur. Cette nacre sera classée en 5 catégories :

1°) Nacre n° 1 : forme normale, aucune piqure.

2°) Nacre n° 2 : forme normale, quelques piqures.

3°) Nacre n° 3 : forme normale, nombreuses piqures.

4°) Nacre n° 4 : valve déformée ou brisure de valve.

5°) Nacre n° 5 : valve susceptible d'être utilisée par l'artisanat local (ex : valves de très grande dimension de forme ou couleur originale, présence de corail arborescent ou de soufflures de nacre etc...).

Art. 3.— Le chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier, le chef du service judiciaire et le chef du service de l'élevage

son chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1532 TLS du 10 mai 1967 fixant la composition d'une commission mixte paritaire en vue de la conclusion d'une convention collective du travail.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, et notamment les articles 73 et suivants ;

Le conseil de gouvernement entendu le 10 mai 1967,

ARRÊTE :

Article 1er.— Une commission mixte paritaire sera chargée de la conclusion d'une convention collective de travail entre l'administration du territoire et les agents non fonctionnaires de cette administration.

Art. 2.— La commission sera composée comme suit :

- 3 représentants de l'administration : le chef du service du personnel, le chef du service des finances et de la comptabilité, le chef du service des travaux publics ;

- 3 représentants des organisations syndicales les plus représentatives auxquelles appartiennent les agents non fonctionnaires de l'administration.

Art. 3.— La commission sera présidée alternativement par un représentant de chacune des parties. La première réunion devra avoir lieu, à l'initiative du chef du service du personnel, dans la quinzaine suivant la publication du présent arrêté.

Art. 4.— Au cas où la commission mixte n'arriverait pas à se mettre d'accord sur une ou plusieurs des dispositions à introduire dans la convention, l'inspection du travail et des lois sociales devra, à la demande de l'une des parties, intervenir pour faciliter la réalisation de cet accord.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉCISION n° 1568 FT du 16 mai 1967 accordant deux subventions.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les prévisions budgétaires,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Les subventions de fonctionnement ci-après sont accordées pour l'année 1967.

- Union territoriale des associations de combattants et de victimes de guerre 100.000 »
- Association des combattants de l'union française 80.000 »

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 43, article 1, exercice 1967.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1570 AA/TP du 16 mai 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-37 du 11 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-37 du 11 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française approuvant le plan d'urbanisme de détail de la ville de Papeete.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié, partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 67-37 du 11 avril 1967 approuvant le plan d'urbanisme de détail de la ville de Papeete.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1217 AA en date du 18 octobre 1966 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 14 octobre 1966 ;

Vu le rapport n° 67-54 en date du 11 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 11 avril 1967,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Le plan d'urbanisme de détail de la ville de Papeete, tel qu'il figure au plan d'aménagement établi par la S.E.T.I.L. en mars 1966 sous le n° Q.P. 2.A, est approuvé à l'exception des plans concernant la maison des jeunes à Pao-fai, la maison de l'office du tourisme et le marché au poisson.

Art. 2.— Les modalités de financement sont arrêtées de la manière suivante :

Année 1967	Territoire	21.000.000 »
	Commune	20.000.000 »
		<u>41.000.000 »</u>
Année 1968	Territoire	20.000.000 »
	Commune	4.000.000 »
	F.I.D.E.S.	15.000.000 »
		<u>39.000.000 »</u>
Année 1969	Territoire	13.000.000 »
	Commune	4.000.000 »
	F.I.D.E.S.	25.000.000 »
		<u>42.000.000 »</u>
Année 1970	Territoire	14.000.000 »
	Commune	4.000.000 »
	F.I.D.E.S.	19.000.000 »
		<u>37.000.000 »</u>

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce qu'il en est.

La secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Elie SALMON.

ARRÊTÉ n° 1580 AA du 17 mai 1967 modifiant l'arrêté n° 1395 AA du 26 avril 1967 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association des parents d'élèves du collège Anne-Marie Javouhey.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 64-84 du 9 juillet 1964 de l'assemblée territoriale portant réglementation des loteries ;

Vu l'arrêté n° 1395 AA du 26 avril 1967 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association des parents d'élèves du collège Anne-Marie Javouhey ;

Vu la lettre du 27 avril 1967 du président de l'association des parents d'élèves du collège Anne-Marie Javouhey ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 10 mai 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Les articles 1 et 5 de l'arrêté du 26 avril 1967 précités sont rapportés et remplacés par les dispositions suivantes :

Article 1^{er} nouveau.— M. J.B. Le Caill, président de l'association des parents d'élèves du collège Anne-Marie Javouhey est autorisé à organiser une loterie au capital de 10.000.000 francs composé de 100.000 billets à 100 francs l'un dont le produit sera exclusivement affecté à des travaux de construction pour le collège.

Article 5 nouveau.— Les treize lots seront les suivants :

1 ^{er} lot	2.000.000 frs	2.000.000 frs
2 ^e et 3 ^e lots	500.000 »	1.000.000 »
4 ^e et 5 ^e lots	200.000 »	400.000 »
6 ^e , 7 ^e , 8 ^e et 9 ^e lots	100.000 »	400.000 »
10 ^e , 11 ^e , 12 ^e et 13 ^e lots	50.000 »	200.000 »

Soit un total de 4.000.000 »

Art. 2.— Les dispositions de l'arrêté n° 1395 AA du 26 avril 1967 demeurent inchangées par ailleurs.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1585 AA/F du 17 mai 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-39 du 18 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 67-39 du 18 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local d'équipement 1967 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 17 mai 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-39 du 18 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local d'équipement 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 17 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 67-39 du 18 avril 1967 portant modification du budget local d'équipement 1967.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget territorial de 1967 ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1067 FT de M. le gouverneur, chef du territoire, en date du 5 avril 1967, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-59 en date du 18 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 18 avril 1967,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Les virements de crédits suivants sont opérés sur le budget local d'équipement pour 1967 :

Chap.	Art.	Para.	Rub.	Désignation	Inscription nouvelle	Annulations
51	1	2	5	Aménagement du cimetière de Papeari	120.000	
51	1	2	10	Clôture école d'Aoua (Paea)		200.000
51	1	2	10	Aménagement chemin du cimetière de Maraa (Paea)	140.000	
51	2	1	1	Route de Hakahau à Pau-mea		550.000
		2	41	Construction de 3 radiers		450.000
			42	3 ponceaux à Hanapaaoa		100.000
			43	Routes de pénétration à Atuona		150.000
			44	Routes de pénétration à Taiohae		200.000
			45	Routes de pénétration à Vahitahu		100.000
			46	Route de Vaipae, Hane Hokatu		200.000
			47	Route de Omoa - Hanavave		200.000
			48	Mur de protection de la rivière de Vahitahu		50.000
51	3	2	6	Elargissement du débarcadère de Vahitahu	100.000	
	4	1	3	Adduction d'eau de Vahitahu		100.000
			4	Adduction de Vaipae (Ua Huka)		100.000
			19	Adduction haute vallée de la mission Papeete		724.000
			27	Adduction de Nahoe		150.000
			34	Adduction de Anaho		700.000
		2	2	Installation d'une conduite d'eau à Mahairata (Papaia)		250.000
			2	Installation d'une conduite d'eau dans la vallée Orofero (Paea)	390.000	
			14	Prolongement de la conduite d'eau d'Atuona		250.000
			15	Prolongement conduite d'eau de Puamau		50.000
			16	Wharf de Vahitahu		250.000
	7	2	5	Recherche d'eaux souterraines		855.000
52	1	1	5	Chefferie de Papeari		700.000
52	1	2	36	Construction de 7 classes (+ Hanavave et Hohoi)	900.000	
			37	Logement Instituteur Hapaton		600.000
			38	Construction 2 sanitaires (- Hanavave)		300.000
			54	Cantine scolaire de Papeari	500.000	
54	1	2	3	Service des travaux publics 1 groupe électrogène et 1 pompe	855.000	
			16	Marquises - 1 bull dozer 1 camion benne	3.000.000 500.000	
56	2	3		Commune de Papeete-Adduction haute vallée Mission	724.000	
					7.229.000	7.229.000

Art. 2.— Au chapitre 52, article 1, paragraphe 2, rubrique 39 du budget local d'équipement 1967 :

Au lieu de :

construction de 2 réfectoires cuisines (Omoa Haka-maï) 600.000

Lire :

construction de 2 réfectoires cuisines (Hane Haka-maï) 600.000

Art. 3 — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

La secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Elie SLMON.

ARRÊTÉ n° 1586 DOM du 17 mai 1967 déclarant d'urgence les travaux de construction de l'école primaire de Taiohae (Nuku-Hiva - Marquises).

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire.

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'article 59 du décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu la lettre n° 1568 E.I.A du 10 avril 1967 de l'inspecteur d'académie, chef du service général de l'enseignement ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 17 mai 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont déclarés d'urgence les travaux de construction de l'école primaire de Taiohae, île de Nuku-Hiva, circonscription administrative des îles Marquises, à entreprendre sur une parcelle de la terre Patoa sise audit lieu, appartenant à la société Tahitia représentée par M. Robert Nègre, d'une superficie de 1 ha 16 a 50 ca, délimitée comme suit :

- Au nord par le surplus de la même terre sur 109,50 m ;
- A l'est par la terre Mukaopaoho où elle mesure 85,90 m ;
- Au sud par le terrain de l'ancienne gendarmerie où elle mesure 58,50 m ;

- Et à l'ouest par le terrain de l'ancienne gendarmerie et la terre Mukaopaoho où elle mesure 16,25 m - 8 m - 19,60 m - 8 m - 11,75 m - 17,75 m - 17,60 m - 32,75 m - 9,25 m - 6,25 m et 40,35 m,

telle qu'elle figure, en rouge, sur un plan qui demeurera annexé au présent arrêté.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1587 DOM du 17 mai 1967 déclarant d'utilité publique la construction de l'école primaire de Taiohae.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1586 DOM du 17 mai 1967 déclarant d'urgence lesdits travaux ;

Vu l'avant-projet pour la construction de ladite école primaire établi par le service des travaux publics ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 17 mai 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est déclarée d'utilité publique la construction d'une école primaire à Taiohae, île de Nukuhiva, circonscription administrative des îles Marquises, conformément à l'avant-projet établi à cet effet par le service des travaux publics et des mines.

Art. 2. — Le territoire de la Polynésie française est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation en vertu du décret du 5 novembre 1936, une parcelle de la terre Patoa sise à Taiohae, appartenant à la société Tahitia représentée par M. Robert Nègre, d'une superficie de 1 ha 16 a 50 ca, délimitée comme suit :

- au nord par le surplus de la même terre sur 109,50 m ;
- à l'est par la terre Mukaopaoho où elle mesure 85,90 m ;
- au sud par le terrain de l'ancienne gendarmerie où elle mesure 58,50 m ;
- et à l'ouest, par le terrain de l'ancienne gendarmerie et la terre Mukaopaoho où elle mesure 16,25 m - 8 m - 19,60 m - 8 m - 11,75 m - 17,75 m - 17,60 m - 32,75 m - 9,25 m - 6,25 m et 40,35 m,

telle qu'elle figure, délimitée en rouge sur un plan qui demeurera annexé au présent arrêté.

Art. 3. — La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si l'expropriation à effectuer pour l'exécution des travaux n'est pas accomplie dans le délai d'un an pour compter de ce jour.

Art. 4. — L'inspecteur d'académie, chef du service général de l'enseignement et le chef de la circonscription administrative des îles Marquises sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete le 17 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1590 AA du 18 mai 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 3458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M. Tsu Tching Piyeu c.i. n° 7315 ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 26 avril 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Tsu Tching Piyeu c.i. n° 7315 est autorisé à installer un atelier de menuiserie à Papeete (avenue du Chef Vairaatoa).

Art. 2. — L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961 du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete le 18 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1599 AA/PA du 19 mai 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-52 du 2 mai 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-52 du 2 mai 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant majoration de droits et taxes perçus au profit du port autonome de Papeete.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 19 mai 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 67-52 du 2 mai 1967 portant majoration de droits et taxes perçus au profit du port autonome de Papeete.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 62-2 du 3 janvier 1962 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant création et organisation du port autonome de Papeete et rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 472 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 1630 TP du 4 décembre 1956 rendant exécutoire la délibération de l'assemblée territoriale du 22 novembre 1956 relative aux droits de quai ;

Vu la délibération n° 64-12 du 20 janvier 1964 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant création et réaménagement de droits et taxes au profit du port autonome de Papeete ;

Vu le procès-verbal de la réunion du 21 octobre 1966 du conseil d'administration du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1274 FT en date du 21 décembre 1966 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-76 en date du 2 mai 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 2 mai 1967,

Adopte :

Article 1^{er}.— Les tarifs fixés par l'article 1^{er} de la délibération n° 64-12 du 20 janvier 1964 susvisée sont abrogés et remplacés par les tarifs suivants :

1°) Navires étrangers :

- navire amarré parallèlement au quai 2 CFP
- navire amarré perpendiculairement au quai 1 CFP

2°) Navires français :

- navire amarré parallèlement au quai 1,50 CFP
- navire amarré perpendiculairement au quai 0,75 CFP

Art. 2.— Le taux maximum de la taxe de péage prévue à l'article 3 de la délibération n° 64-12 du 20 janvier 1964 susvisée est porté à trois pour mille (3‰).

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

La secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Elie SALMON.

RECTIFICATIF n° 1557 PEL du 12 mai 1967 à la décision n° 906 PEL du 20 mars 1967 fixant la date de l'examen d'admission à l'école territoriale d'infirmiers et d'infirmières (cycle A et cycle B), 1^{ère} et 2^e session.

L'article 1^{er} de la décision n° 906 PEL du 20 mars 1967 susvisée est rectifié comme suit :

Au lieu de :

Article 1^{er}.— L'examen d'admission à l'école territoriale d'infirmiers et d'infirmières, cycles A et B, aura lieu en 1967, aux dates suivantes :

- Cycle A : 1^{ère} session : 17 mai
- Cycle B : 1^{ère} session : 18 mai

Lire :

Article 1^{er}.— Les examens d'admission à l'école territoriale d'infirmiers et d'infirmières, (cycle A et B) auront lieu en 1967, aux dates suivantes :

- Cycle A : 1^{ère} session : 16 mai
- Cycle B : 1^{ère} session : 17 mai

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

FONCTION PUBLIQUE

Rectificatif n° 1143 PEL du 6 avril 1967 à la décision n° 969 PEL du 24 mars 1967.— L'article 1^{er} de la décision n° 969 PEL est rectifié comme suit :

UTUROA

Nouveaux élèves :

....., rayer Tchang Si Fat Léon.

Le reste sans changement.

Additif n° 1144 PEL du 6 avril 1967 à la décision n° 969 PEL du 24 mars 1967.— L'article 1^{er} de la décision n° 969 PEL est complété comme suit :

TARAVAO

Nouveaux élèves :

Après Garbutt Léota : Lucas Gérald.

Le reste sans changement.

Par décision n° 1159 PEL du 7 avril 1967.— Une bourse de formation professionnelle est accordée, dans les conditions fixées par l'arrêté n° 835 PEL du 16 mars 1967, à compter du 1er août 1966 et pour l'année scolaire 1966-1967, aux élèves-infirmiers et élèves-infirmières dont les noms suivent, qui ont été admis en 2e année d'études :

Brander Thérèse, Casaroli Marie-José, Coulon Louis, Doom Frenki, Gobrait Stellio, Parua Jean-Noël, Moua Tiarenui, Taae Edwin, Tauatiti Tetuanui, Taputuanai Mireille, Teuapiko Françoise, Tinorua Marie-Louise, Touaitahuata Marguerite, Tuairau Mata.

Par décision n° 1160 PEL du 7 avril 1967.— Une bourse de formation professionnelle est accordée à compter du 2 novembre 1966 et pour l'année scolaire 1966-1967, dans les conditions fixées par l'arrêté n° 835 PEL du 16 mars 1967 aux élèves-infirmiers et élèves infirmières ayant été admis en 3e année d'études et dont les noms suivent :

Brotherson Milton, Faaitoa Martine, Huteau Torita, Huiotu Adolphe, Huiotu Myrna, Metua Moetu, Paave Monique, Siao Léontine, Tahuhuterani Gustave, Turi Louis, Urima Myrna, Vivish John, White Gardner.

Par arrêté n° 1250 PEL du 14 avril 1967.— Est constaté le retour dans le territoire, le 28 mars 1967, par le paquebot "Calédonien" ayant quitté Marseille le 28 février 1967, de M. Leboucher Roland, secrétaire d'administration de 12e échelon, échelle 2B, catégorie B, du cadre territorial.

A la même date du 28 mars 1967, M. Leboucher Roland est placé en position de détachement, pour une période de 3 ans, auprès du directeur de l'institut de recherches médicales de la Polynésie française, pour occuper le poste d'adjoint administratif au directeur de cet institut.

Par décision n° 1252 PEL du 14 avril 1967.— La disponibilité accordée à Mlle Teaoatea Sonia, contrôleur de 1er échelon, catégorie B, échelle 1B, du corps des contrôleurs des postes et télécommunications du cadre territorial, est prorogée pour une durée de six mois, pour compter du 9 avril 1967.

Par décision n° 1281 PEL du 18 avril 1967.— Un concours de bourses est ouvert en 1967 pour la préparation au brevet élémentaire et l'entrée au cours normal.

Le nombre des bourses mises au concours est fixé à 60.

Le taux de ces bourses et les modalités de leur paiement sont ceux définis par l'arrêté n° 835 PEL du 16 mars 1967.

Les épreuves écrites seront les épreuves suivantes du BEPC, affectées d'un coefficient particulier :

- 1 — Dictée, questions (coefficient trois).
- 2 — Composition française (coefficient deux).
- 3 — Mathématiques (coefficient trois).
- 4 — Langues vivantes étrangères (coefficient un).

Les épreuves orales comprendront :

- 1 — La lecture d'un texte, suivie d'un entretien sur ce texte avec l'examinateur (coefficient deux).

2 — La résolution au tableau de 2 exercices de mathématiques (coefficient un).

Les épreuves auront lieu dans les centres de concours et aux dates ci-après indiquées :

1 — Centres de concours

Papeete (Tahiti)
Taravao (Tahiti)
Uturoa (Raïatea)
Taïohae (Marquises)
Mataura (Australes).

2 — Dates de concours

— *Epreuves écrites* : Lundi 12 et mardi 13 juin 1967 (BEPC).

— *Epreuves orales* : Lundi 19 et mardi 20 juin 1967.

Les demandes d'inscription seront reçues à :

Papeete : au service du personnel.

Dans les archipels : au bureau de la circonscription jusqu'au vendredi 19 mai 1967 inclus.

Par arrêté n° 1318 PEL du 20 avril 1967.— Mme Réchard née Bonno Simone, secrétaire d'administration de 1er échelon, échelle 1B, catégorie B, du cadre territorial, placée précédemment en position de disponibilité sans traitement, est réintégrée dans les cadres à compter du 17 avril 1967.

Pour compter de la même date, Mme Réchard Simone est remise à la disposition du chef du service des finances et de la comptabilité. Imputation budgétaire : Budget Etat (FOM) - chapitre 3121-4.

Par décision n° 1323 PEL du 21 avril 1967.— Mme Henrion Odylle, assistante sociale de 8e échelon, échelle 2B du cadre territorial, embarquée à Paris-Orly le 12 avril 1967 et arrivée à Papeete le 13 avril 1967, reprend ses fonctions de chef du service des affaires sociales.

* * *

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 1388 AA du 26 avril 1967.— M. Jean Tissier, conseiller aux affaires administratives, est nommé commissaire du gouvernement auprès du conseil d'administration du comité territorial des fêtes.

* * *

AFFAIRES SOCIALES

Rectificatif n° 1229 AS du 12 avril 1967 à la décision n° 684 AS du 2 mars 1967.— L'article 4 de la décision n° 684 AS du 2 mars 1967 accordant un secours est complété comme suit :

Le secours non remboursable d'un montant de sept mille cinq cents francs (7.500 F) accordé pendant 6 mois et à compter du 1er avril 1967 à M. Hoata Damien sera mandaté au nom de son épouse née Auch Teurouheiaata.

La dépense est imputable au budget local, chap. 46, art. 3.

Par décision n° 1346 AS du 21 avril 1967.— La décision n° 639 AS du 27 février 1967 est rapportée.

Les secours mensuels ci-après sont accordés du 1er novembre 1966 au 31 décembre 1967 à :

MM. Espayo Philippe	Afaahiti (Tahiti)	500 F
Pua Riaria	Afareaitu (Moorea)	3.000 F

Un secours mensuel d'un montant de 500 F est accordé à M. Tuibani Ariihoro demeurant à Vaitoare-Tahaa pour compter du 1er janvier 1967.

La dépense est imputable au budget du territoire, chapitre 46, article 1, exercices 1966 et 1967.

* * *

CABINET MILITAIRE

Par arrêté n° 1272 CAB/MIL du 17 avril 1967.— Le conseil de révision appelé à examiner les jeunes gens des classes 1968 et 1969 aux îles Australes est composé comme suit :

Président :

— M. l'administrateur, chef de la circonscription des îles Australes ou son adjoint, représentant M. le gouverneur, chef du territoire de la Polynésie française.

Membres :

— M. le capitaine Jacquemin, représentant le général commandant supérieur des troupes du groupe du Pacifique.
— MM. les chefs de district.

Le conseil sera assisté du médecin-capitaine Gréciet, médecin-chef des îles Australes et du sous-lieutenant Carmentrand, commandant le bureau de recrutement de la Polynésie française.

CIRCONSCRIPTION DES TUAMOTU-GAMBIER

DÉCISION n° 62 TG du 11 avril 1967 nommant un nouveau Vice-président de conseil de district à Manihi et à Apataki.

L'Administrateur des Tuamotu-Gambier par délégation du Chef de territoire,

Vu l'arrêté n° 498 AA du 6 mars 1963 déterminant à nouveau la composition et les conditions de formation des conseils de districts ;

Vu l'arrêté n° 776 AA du 10 mars 1966 déclarant M. Tanetaheta a Maruake, vice-président du conseil de district d'Apataki, démissionnaire pour compter du 1er janvier 1966 ;

Vu l'arrêté n° 788 AA du 11 mars 1966 suspendant de ses fonctions M. Aro Lopez Puhiri, vice-président du conseil de district de Manihi, pour compter du 31 décembre 1965 ;

Vu les procès-verbaux d'élection des sous-chefs de district de Manihi et d'Apataki en date des 22 août 1966 et 18 septembre 1966 respectivement,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Sont déclarés élus à la suite des élections effectuées à Manihi et à Apataki les 22 août 1966 et 18 septembre 1966 respectivement :

MM. : Huri Taipunu	: Vice-président du conseil de district de Manihi, en remplacement de M. Aro Lopez Puhiri suspendu de ses fonctions.
Temaui Torohia	: Vice-président du conseil de district d'Apataki, en remplacement de M. Tanetaheta a Maruake déclaré démissionnaire.

Art. 2.— La présente décision qui prendra effet pour compter du 22 août 1966, en ce qui concerne M. Huri Taipunu, vice-président du conseil de district de Manihi, et du 18 septembre 1966, en ce qui concerne M. Temaui Torohia, vice-président du conseil de district d'Apataki, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 11 avril 1967.

J. GASSMANN.

AVIS OFFICIELS

INDICE DU COUT DE LA VIE

au 1^{er} mai 1967.

Application de l'arrêté n° 2527 AE du 3 août 1966 :

	55 % Alimen- tation	15 % Habile- ment et linge de maison	15 % Entretien et frais divers	15 % Loyer	Indice général de variation
au 1 ^{er} août 1966 :	100	100	100	100	100
au 1 ^{er} fév. 1967 :					
- Indice partiel	103,60	105,48	106,38	103,18	
- Indice partiel pondéré...	56,09	15,82	15,95	15,47	103,33

Service du personnel
3^e section

N° 31 PEL 3
du 10 mai 1967

CIRCULAIRE

précisant les modalités d'organisation et de déroulement des élections aux commissions administratives paritaires des cadres territoriaux du 3 novembre 1967.

L'organisation et le déroulement des élections aux commissions administratives paritaires sont régis par les articles 136 à 147 de l'arrêté n° 1137 PEL du 15 mai 1964 fixant les statuts particuliers, les échelonnements indiciaires et le régime des congés des fonctionnaires des cadres du territoire de la Polynésie française.

La présente circulaire a pour objet d'en rappeler et préciser les principales dispositions.

*
* *

Chaque corps de fonctionnaires est représenté par une commission administrative paritaire composée, outre des représentants de l'administration, de :

— 4 représentants titulaires et 4 représentants suppléants : élus du personnel.

CONDITIONS A REMPLIR POUR ETRE ELECTEURS ET ELIGIBLES :

Sont électeurs au titre d'une commission administrative paritaire déterminée les fonctionnaires en position d'activité ou

de détachement appartenant au corps appelé à être représenté par ladite commission. Ne peuvent donc voter les fonctionnaires en position de disponibilité, les stagiaires et les élèves fonctionnaires.

Sont seuls éligibles les fonctionnaires ayant la qualité d'électeurs en service aux îles du Vent.

Sont toutefois inéligibles :

- les fonctionnaires en congé de longue durée,
- les fonctionnaires ayant fait l'objet d'une rétrogradation,
- les fonctionnaires ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire de fonctions,
- les fonctionnaires frappés par les articles 5 et 6 du code électoral (dispositions données en annexe).

DEPOT DES LISTES DE CANDIDATS :

Les élections ayant été fixées par décision n° 1463 PEL du 2 mai 1967, au 3 novembre 1967, les listes de candidats établies par corps devront être déposées au plus tard le mercredi 2 août 1967, terme de rigueur, au service du personnel.

Chaque liste portera le nom d'un fonctionnaire résidant à Papeete appelé à représenter la liste dans toutes les opérations électorales.

Le dépôt de chaque liste devra être en outre accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat.

Il ne sera accepté aucun dépôt ni aucune modification après le 2 août 1967.

BULLETINS DE VOTE ET BUREAU DE VOTE :

Les bulletins de vote seront établis d'après un modèle type fourni par l'administration et transmis par ses soins aux fonctionnaires intéressés.

Un bureau de vote central sera institué pour chacune des commissions à former comprenant un président, qui sera désigné par l'administration, et un délégué de chaque liste en présence.

MODALITES DU SCRUTIN :

Le vote a lieu exclusivement par correspondance dans les conditions indiquées ci-après :

— les électeurs doivent voter pour la liste entière sans rayer ni ajouter aucun nom ;

— l'administration adresse à chaque électeur par les voies les plus rapides, un exemplaire de chaque bulletin ainsi que 2 enveloppes ;

Une enveloppe n° 1 destinée à contenir le bulletin de vote ne comportant aucune indication.

Une enveloppe n° 2 destinée à recevoir les noms, prénoms, grade et affectation de l'électeur et la suscription :

"M. le chef du service de la fonction publique — BP. 124 — Papeete"

avec la mention :

"Vote par correspondance pour la commission administrative paritaire de . . ."

Dès réception de ces documents, l'électeur doit, pour assurer le caractère secret du scrutin :

— insérer son bulletin de vote dans l'enveloppe n° 1 et la cacheter en ayant soin de n'y porter aucune inscription ni signe distinctif ;

— placer ce pli dans l'enveloppe n° 2, la cacheter également et y apposer sa signature après avoir porté les indications mentionnées ci-dessus ;

— adresser directement cette enveloppe au chef du service de la fonction publique.

L'électeur doit veiller à effectuer cet envoi en temps voulu pour que son vote parvienne au plus tard le 2 novembre 1967. Il lui appartient de recourir aux voies les plus rapides compte tenu de son affectation particulière.

DEROULEMENT DU VOTE :

Le jour du scrutin, le président du bureau de vote ouvre les enveloppes n° 2 portant la signature des votants, fait émarquer la liste électorale pour chacun d'entre eux et dépose l'enveloppe n° 1 dans l'urne.

Il met à part :

— les enveloppes n° 2 sur lesquelles ne figurent pas le nom et la signature du votant ou sur lesquelles ces mentions sont illisibles ;

— les enveloppes n° 2 multiples parvenues sous la signature d'un même agent ;

— Les enveloppes n° 2 contenant plus d'une enveloppe n° 1.

Le nom des électeurs dont émanent ces plis n'est pas émarqué sur la liste électorale.

Mention de ces diverses opérations est portée au procès-verbal du scrutin.

Les votes par correspondance parvenus après la clôture du scrutin sont joints au procès-verbal avec l'indication de la date et l'heure de leur réception.

Le bureau de vote détermine le nombre de voix obtenues par chaque liste.

Le quotient électoral est obtenu en divisant le nombre de suffrages valablement exprimés par 4.

Le bureau de vote central détermine le nombre de sièges de représentants titulaires à attribuer à chaque liste.

Chaque liste a droit à autant de sièges de représentants titulaires que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral.

Le ou les sièges restant à pourvoir sont attribués à la ou les listes possédant le plus fort reste après division du nombre de voix obtenues par elle par le quotient électoral.

Les représentants de chaque liste sont désignés dans l'ordre de présentation sur la liste des représentants titulaires.

Il est attribué à chaque liste un nombre de représentants suppléants égal à celui des membres titulaires.

Les représentants suppléants sont désignés dans l'ordre de présentation sur la liste des candidats suppléants.

ACHEVEMENT DES OPERATIONS ELECTORALES :

Un procès-verbal des opérations électorales est établi par le bureau de vote central et immédiatement transmis au chef du territoire.

Papeete, le 10 mai 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

Le chef du service du personnel,

J. MANSUY.

EXTRAIT DU CODE ELECTORAL

ARTICLE 5.

Ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale :

- 1°) Les individus condamnés pour crime ;
- 2°) Ceux condamnés à une peine d'emprisonnement sans sursis, ou à une peine d'emprisonnement avec sursis d'une

durée supérieure à un mois, assortie ou non d'une amende, pour vol, escroquerie, abus de confiance, délits punis des peines du vol, de l'escroquerie ou de l'abus de confiance, soustraction commise par les dépositaires de deniers publics, faux témoignage, faux certificat prévu par l'article 161 du code pénal, corruption et trafic d'influence prévus par les articles 177, 178 et 179 du code pénal, ou attentats aux mœurs prévus par les articles 330, 331, 334 et 334 bis du code pénal ;

3°) Ceux condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement sans sursis, ou à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à six mois avec sursis, pour un délit autre que ceux énumérés au 2°, sous réserve des dispositions de l'article 8 ;

4°) Ceux qui sont en état de contumace ;

5°) Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par des tribunaux français, soit par un jugement rendu à l'étranger, mais exécutoire en France ;

6°) Les interdits.

ARTICLE 6.

Ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale pendant un délai de cinq années, à compter de la date à laquelle la condamnation est devenue définitive, les condamnés, soit pour un délit visé à l'article 5 (3°), à une peine d'emprisonnement sans sursis, égale ou supérieure à un mois et inférieure ou égale à trois mois, ou à une peine d'emprisonnement avec sursis égale ou supérieure à trois mois et inférieure ou égale à six mois, soit, pour un délit quelconque, à une amende sans sursis supérieure à 200.000 F, sous réserve des dispositions de l'article 8.

Toutefois, les tribunaux, en prononçant les condamnations visées au précédent alinéa, pourront relever les condamnés de cette privation temporaire du droit de vote et d'élection.

Sans préjudice des dispositions de l'article 5 et du premier alinéa du présent article, ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale pendant le délai fixé par le jugement, ceux auxquels les tribunaux ont interdit le droit de vote et d'élection par application des lois qui autorisent cette interdiction.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours à compter du 1^{er} au 15 juin 1967 sur une demande formulée par M. Metua François, demeurant à Papara P.K. 39,200 (route carrière), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de 4,5 KVA à Papara, P.K. 39,200 (route carrière).

Cette installation est classée dans la 3^e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 juin 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 11 mai 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

Le chef du service des travaux publics et des mines,

A. ELLACOTT.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête de "commodo et incommodo" est ouverte pendant 30 jours à compter du 1^{er} au 30 juin 1967 sur une demande formulée par M. Laisiou Aky c.i. 7407, demeurant à Arue P.K. 5, terre Taipu 2, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un atelier de menuiserie.

Cette installation comprend :

- 1 scie à ruban 3 Ch.
- 1 combiné raboteuse-mortaiseuse 5 cv
- 1 scie circulaire 1 cv
- 1 toupie 1 cv
- 1 polisseuse 1 cv
- 1 perceuse 1/2 cv.

Cette installation est classée dans la 2^e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 juin 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 11 mai 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

Le chef du service des travaux publics et des mines,
A. ELLACOTT.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 30 jours à compter du 1^{er} au 30 juin 1967 sur une demande formulée par M^{me} Yau Koai Wing Ciaou Ruita Perepere, demeurant à Faaa P.K. 3,5 côté mer, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer à Faaa P.K. 3,5 côté mer sur une terre louée à bail à la mission catholique un atelier de menuiserie.

L'installation comprend :

- 1 scie à ruban de 1/2 cv
- 1 scie circulaire de 1/2 cv
- 1 dégochisseuse de 1 cv
- 1 raboteuse de 2 cv.

Cette installation est classée dans la 2^e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 juin 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 12 mai 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux publics
et des mines,*

A. ELLACOTT.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 1^{er} au 15 juin 1967 sur une demande formulée par M. Edmond Lucas, propriétaire, demeurant à Vairao P.K. 11, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de marque Lister de 4,5 KVA à Vairao (P.K. 11), terre Teiriiri l'appartenant.

Cette installation est classée dans la 3^e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 juin 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 12 mai 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux publics
et des mines,*

A. ELLACOTT.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1964 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 1^{er} juin 1967 sur une demande formulée par M. LY TANG LY SAM (Ets COUTIMEX), demeurant à Rue Paul Gauguin (Papeete) BP 617, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un générateur de 4 KVA marque Lister à Paea P.K. 23,500 sur sa propriété sise entre la route de ceinture et la mer.

Cette installation est classée dans la 3^e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 juin 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 18 mai 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux publics
et des mines,*

A. ELLACOTT.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte pendant 30 jours à compter du 1^{er} juin 1967 sur une demande formulée par M. Schwarz Hubert, demeurant à Taravao, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un établissement d'élevage industriel de poulets (1.000 poulets) et d'un abattoir de poulets à Faaone sur les lots 2 et 3 du domaine de Faaone P.K. 52.

Cette installation est classée dans la 1^{re} catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 juin 1967 à 17 heures.

M. Pincemin Yves, vétérinaire au service de l'élevage, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 22 mai 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Pour le chef du service des travaux publics
et des mines, p.o.*

Le chef du bureau administratif,

R. CAPELLE.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 30 jours à compter du 1^{er} juin 1967 sur une demande formulée par M. Gowen Roger, demeurant à Punaauia PK 14 en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un établissement d'élevage industriel de lapins à Punaauia PK 14.

Cette installation est classée dans la 1^{re} catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 juin 1967 à 17 heures.

M. Pincemin Yves, vétérinaire au service de l'élevage est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 22 mai 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

Pour le chef du service des travaux

publics et des mines, p.o.

Le chef du bureau administratif,

R. CAPELLE.

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane

(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

PAYS	DEVICES	COURS EN FRS PACIF.
ETATS-UNIS.....	1 dollar U.S.A.	89,35
CANADA.....	1 dollar canadien	82,57
COTE FRANÇAISE DES SOMA- LIS.....	1 fr Djibouti	0,42
MEXIQUE.....	1 peso mexicain	7,18
ALLEMAGNE OCCIDENTALE.	1 deutsch mark	22,46
AUTRICHE.....	1 schilling	3,46
BELGIQUE.....	1 franc belge	1,80
DANEMARK.....	1 couronne danoise	12,92
GRANDE BRETAGNE.....	1 Livre sterling	249,77
ITALIE.....	100 liras	14,30
NORVEGE.....	1 couronne norvég.	12,51
PAYS-BAS.....	1 florin	24,78
PORTUGAL.....	1 escudo	3,12
SUEDE.....	1 couronne suéd.	17,36
SUISSE.....	1 franc suisse	20,70
TCHÉCOSLOVAQUIE.....	1 couronne tchéco.	—
MAROC.....	1 dirham	17,74
TUNISIE.....	1 dinar	170,98
AUSTRALIE.....	1 dollar	100,05
HONG-KONG.....	1 dollar	15,64
INDES.....	1 roupie	—
NOUVELLE-ZELANDE.....	1 livre	248,14
JAPON.....	1 yen	—
FIDJI.....	1 livre	—

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Inscriptions du 15 janvier au 15 mars 1967.

16-1-67 2481-A MARITERAGI Teaitu — Faaa
 17-1-67 2482-A LIOU KUI Michel c.i. n° 9.200 — Papeete
 17-1-67 2483-A IENFA Gustave — Paopao
 17-1-67 2484-A IENFA Mathieu — Paopao
 18-1-67 2485-A LE PRADO Valère — Afareaitu
 18-1-67 2486-A HAREUTA Tepano — Papeete
 18-1-67 2487-A MAHAA Hatino — Pirae
 19-1-67 2488-A LUCAS Marguerite Vve Nordman — Papara
 19-1-67 2489-A TAPUTU Raimaomao — Papeete

19-1-67 2490-A CHUNG Kong Ni Rémy — Papeete
 19-1-67 2491-A CHABERT Jean-Claude — Papeete
 20-1-67 2492-A HOTO Henri — Puen
 23-1-67 2493-A MAIHINEPEU Robert — Afaahiti
 23-1-67 2494-A TUORAA Marautaaaroa épouse Aravetupu — Papeete
 23-1-67 2495-A BERNARD Christian — Papeete
 24-1-67 2496-A MARIASSOUCÉ Roger — Papeete
 24-1-67 2497-A CHANE Robert — Uturoa
 24-1-67 2498-A MARAETEFU Albert — Papeete
 26-1-67 2499-A TI-PAON Tihoti — Taaitira
 27-1-67 2500-A TEHOTU James — Papeete
 27-1-67 2501-A DEANE Léa épouse Fuller — Papeete
 27-1-67 2502-A MAO Kouï Thonh Louis (Station Mobil Paofai) — Papeete
 30-1-67 2503-A WONG Chung Nan — Papeete
 31-1-67 2504-A VON Robert — Papeete
 1-2-67 2505-A LAIGNELOT H. Paul — Punaauia
 1-2-67 2506-A PELLEGRIN Roger — Papeete
 2-2-67 2507-A HAMBLIN Henri — Vairao
 3-2-67 2508-A KONG Marie-Thérèse épouse Chansin (Epi-
 cerie Océanienne) — Papeete
 3-2-67 2509-A UURA Tiareuri — Papeete
 3-2-67 2510-A MAU Tavaeura épouse Durietz — Papeete
 6-2-67 2511-A LY SANG Ly Wai Chong — Faaa
 6-2-67 2512-A NIVET Gérard — Papeete
 6-2-67 2513-A MERVIN Eugène — Papeete
 7-2-67 2514-A DESCAMPS Louis — Faaa
 7-2-67 2515-A MUWONG Soi Huing n° 9180 — Uturoa
 8-2-67 2516-A TOOMARU Haamoura — Papeete
 9-2-67 2517-A CHAN Tchoung Len épouse Failloux — Pa-
 peete
 9-2-67 2518-A TEIHO Marcel — Papeete
 9-2-67 2519-A TEAHUTAPU Vini — Papenoo
 10-2-67 2520-A TEHINA Teina — Papeete
 10-2-67 2521-A TETUIRA Tehea — Faaa
 13-2-67 2522-A CHANG Tsang San Kong — Faaa
 13-2-67 2523-A VONG Ari — Arue
 15-2-67 2524-A WONG Chong Si n° 8140 — Afaahiti
 16-2-67 2525-A MARAMA Marau — Papenoo
 21-2-67 2526-A LAGRANGE Jean — Papeete
 21-2-67 2527-A MAIHOTA Tapuura — Papeete
 23-2-67 2528-A RAUSCHER Josef — Pirae
 23-2-67 2529-A KLEGNER Joseph — Papeete
 24-2-67 2530-A PAINOO Takapua — Papeete
 27-2-67 2531-A CLARK William — Papeete
 27-2-67 2532-A YI Sui Lau épouse Kieou dite Bernadette
 (Magasin Ah Len) — Papeete
 28-2-67 2533-A TAATA Huitoofa — Papeete
 28-2-67 2534-A FOUG SUNG Pang Son Long n° 6982 —
 Faaa
 28-2-67 2535-A GARNERIN René — Papeete
 1-3-67 2536-A HENNEBUISE Stellio — Faaa
 1-3-67 2537-A TCHAT Sang dit Assam — Papeete
 3-3-67 2538-A ARIHOTIMA Naio — Papeete
 3-3-67 2539-A NGNA YEOU Ngna You Thai épouse Likaku
 — Punaauia
 3-3-67 2540-A YAO Alphonse dit Ah Fa — Faaa
 3-3-67 2541-A PUAHIOHIO Tetuanui — Papeete
 7-3-67 2542-A TARUOURA Yvon — Papeete
 7-3-67 2543-A ROLLING Maurice — Papeete
 8-3-67 2544-A RAVETUPU Patitoa — Papara
 9-3-67 2545-A WONG TCHOY Charles — Pirae
 9-3-67 2546-A MOUX Robert — Papeete
 10-3-67 2547-A MOUSSON Pierre — Tahaa
 13-3-67 2548-A AFAI Hiro — Faaa
 13-3-67 2549-A NG Po Mine — Pirae

14-3-67 2550-A TUMAHAI Bernard — Punaauia
 14-3-67 2551-A CAHOT Pascal — Mahina.

SOCIETES

6-2-67 204-B S.A. SOCIETE DES ILES DU PACIFIQUE ET
 DES ANTILLES — Papeete
 14-2-67 205-B S.N.C. "VILLIERME ET TETUANUI" —
 Papeete
 16-2-67 206-B S.N.C. "RICHARD CHOLET ET Cie" —
 Arue
 28-2-67 207-B S.N.C. "BENNETT-DEHORS et DOMINGO"
 "TE ANUANUA" — Papeete
 28-2-67 208-B S.A. "COMPAGNIE GENERALE D'ENTRE-
 PRISES ELECTRIQUES — Papeete.

Pour extrait certifié conforme :

Le greffier,
 A. DEMARTHE.

Etude de M^e R.E. BAMBRIDGE
 Avocat-Défenseur

Assistance Judiciaire
 (Décision du 13/10/66.)

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le seize décembre mil neuf cent soixante six, enregistré et signifié.

Entre le sieur Victor BENNETT, chauffeur, demeurant à Punaauia, *nanti de l'Assistance Judiciaire du 13 Octobre 1966*, ayant M^e BAMBRIDGE pour avocat-défenseur ;

Et : Dame Henriette DUPOND, institutrice, demeurant à Paea ;

Il appert que le divorce d'entre les époux BENNETT-DUPOND a été prononcé aux torts respectifs.

Pour extrait :
 R. E. BAMBRIDGE.

Etude de M^e R. E. BAMBRIDGE
 Avocat-Défenseur

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le dix huit novembre mil neuf cent soixante six, enregistré et signifié.

Entre : la dame Jacqueline Monique SOUQUE, secrétaire de direction demeurant à Papeete, ayant M^e BAMBRIDGE pour avocat-défenseur.

Et : le sieur Christian Charles Henri BAZIN, S.P. 91-411 au CAM-82 à Fa'aa.

Il appert que le divorce d'entre les époux BAZIN-SOUQUE a été prononcé aux torts du mari.

Pour extrait :
 R. E. BAMBRIDGE.

Etude de M^e Claude GIRARD
 Avocat-Défenseur

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le treize janvier mil neuf cent soixante sept, enregistré et signifié.

Entre : Monsieur Rémi BUISSON, dessinateur, demeurant à Papeete et ayant M^e GIRARD pour avocat-défenseur,

Et : Madame Gisèle TEAMOTUAITAU, employée de bureau travaillant au C.E.P. camp d'Arue, bureau administratif de la direction des travaux du Génie.

Il appert que le divorce des époux BUISSON-TEAMOTU-AITAU a été prononcé aux torts réciproques.

Pour insertion légale :
 Claude GIRARD.

Etude de M^e Claude GIRARD
 Avocat-Défenseur

D'un jugement par défaut rendu par le Tribunal Civil de première instance de Papeete le quatorze octobre mil neuf cent soixante six, enregistré et signifié.

Entre : Monsieur François PETER, militaire, domicilié à Papeete et ayant M^e GIRARD pour avocat-défenseur,

Et : Madame Jeanine HUMBERT, domiciliée 20 rue Fernand Bailly, appartement HLM 326, COULOMMIERS (Seine et Marne).

Il appert que le divorce des époux PETER-HUMBERT a été prononcé aux torts exclusifs de l'épouse.

Pour insertion légale :
 Claude GIRARD.

Etude de M^e A. RICHECŒUR, Avocat-Défenseur
 à Papeete

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 20 janvier 1967, enregistré et signifié,

Entre : M^{me} Lisette Vahirua TEROROTUA, demeurant à Papeete et ayant domicile élu en l'Etude de M^e A. RICHECŒUR, avocat-défenseur,

d'une part ;

Et : M. Jacques Denis Uratua DROLLET, conseiller à l'Assemblée Territoriale et Directeur de l'Ecole de Tipaerui, demeurant à Tipaerui et ayant domicile élu en l'Etude de M^e C. GIRARD, avocat-défenseur,

d'autre part ;

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux DROLLET-TEROROTUA au profit de l'épouse.

Pour extrait :
 A. RICHECŒUR.

Etude de M^e G. COPPENRATH
 Avocat-Défenseur
 Papeete

Assistance judiciaire
 (Décision du 19/7/65)

D'un jugement rendu contradictoirement entre les parties par le Tribunal de Première Instance de Papeete, le 21 octobre 1966, enregistré et signifié.

Entre : Madame Bila IOTEFA, demeurant à Arue, Tahiti, *nantie de l'assistance judiciaire*, ayant M^e COPPENRATH, pour avocat-défenseur.

Et : Monsieur William TAUAROA, demeurant à Nouméa, Nouvelle Calédonie.

Il appert que le divorce d'entre les époux TAUAROA-IOTEFA a été prononcé aux torts de l'épouse.

Pour extrait :

G. COPPENRATH.

Etude de M^e Jean SOLARI, Notaire à Papeete

Société Cinématographique de Tahiti

Société anonyme au capital de

9.375.000 Frs porté à 19.375.000 francs.

Siège social : ARUE

R.C. : 139 B.

I.— Par délibération en date du 13 février 1967, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé d'augmenter le capital social de 10 millions de francs pour le porter à 19.375.000 francs par voie d'émission à leur valeur nominale de 9.375 actions nouvelles de 1.000 Frs chacune, libérées soit par compensation avec des créances sur la société, soit par versement d'espèces payables au-delà du minimum légal, aux époques et dans les proportions fixées par le Conseil d'Administration.

Par une délibération en date du 17 mars 1967, le Conseil d'Administration a fixé les modalités de détail de l'émission des actions nouvelles.

Ainsi que le constatent les procès-verbaux de ces délibérations dont une copie est demeurée annexée à l'acte de déclaration de souscription et de versement ci-après visé.

II.— Aux termes d'un acte reçu par M^e Louis RABU, notaire par intérim, suppléant M^e Jean SOLARI, notaire à PAPEETE en congé le 9 mai 1967, les membres du Conseil d'Administration ont déclaré que les actions nouvelles représentatives de l'augmentation de capital avaient toutes été souscrites et libérées des versements exigibles.

Ainsi que le constate l'état de souscription et de versement annexé audit acte de déclaration.

III.— Les modifications statutaires rendues nécessaires par cette augmentation de capital définitivement réalisée dès la signature de la déclaration notariée ci-dessus ont été apportées par le Conseil d'Administration et mentionnées dans ladite déclaration, conformément à la loi.

Deux expéditions de l'acte de déclaration de souscription et de versement avec ses annexes ont été déposées le 26 mai 1967 au Greffe des Tribunaux de PAPEETE.

Pour extrait :

Louis RABU

notaire p. i.

PREMIERE INSERTION

Suivant acte s.s.p. en date à Papeete du 16 janvier 1967, enregistré à Papeete le 7 mars 1967, Vol. 73 F^o 92 N^o 1437, Monsieur LEOU HONG KIOU c.i. 7291, commerçant, demeurant à VAITOARE (Tahaa), a vendu à Monsieur Pierre LAUSON, demeurant à VAITOARE (Tahaa) le fonds de commerce de Négociant exploité à Vaitoare (Tahaa) comprenant la clientèle, le matériel, les marchandises et le droit au bail verbal.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la seconde insertion et seront reçues chez Monsieur LEOU HONG KIOU au domicile de ce dernier à Vaitoare.

Pour première insertion :

Léou Hong Kiou.

Extraits des Minutes du Greffe des Tribunaux de Papeete-Tahiti

ORDONNANCE D'EXPROPRIATION

Décret du 5 novembre 1936.

Nous, Président du tribunal civil de première instance de Papeete,

Vu la requête du Gouverneur de la Polynésie française en date du dix neuf mai mil neuf cent soixante sept,

Vu le décret du cinq novembre mil neuf cent trente six portant réglementation de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les établissements français d'Océanie, notamment son article 59,

Vu l'arrêté gubernatorial n^o 1587 D.O.M. du dix sept mai mil neuf cent soixante sept qui a déclaré d'utilité publique la construction d'une école primaire à Taiohae, Ile de Nuku-Hiva archipel des Marquises,

Vu l'arrêté gubernatorial n^o 1586 D.O.M. du dix sept mai mil neuf cent soixante sept déclarant urgents lesdits travaux de construction sur une parcelle de la terre PATOA sise audit lieu, appartenant à la société TAHITIA représentée par Robert NEGRE, d'une superficie d'un hectare seize ares cinquante centiares, telle qu'elle figure, en rouge, sur un plan annexé à l'arrêté,

Vu le plan parcellaire n^o 16 du district de TAIOHAE,

Vu la lettre du dix huit janvier mil neuf cent soixante sept du Gouverneur de la Polynésie française transmettant au représentant du propriétaire la proposition d'acquisition par l'administration de cette parcelle contre règlement de six cent quatre vingt dix neuf mille francs CP, soit soixante francs le mètre carré,

Vu la lettre du douze mai mil neuf cent soixante sept dudit représentant refusant cette proposition au seul motif que le prix doit être de cent dix francs le mètre carré,

Attendu que toutes les formalités légales ont été remplies ;

Déclarons exproprié immédiatement, pour cause d'utilité publique, au bénéfice du Territoire de la Polynésie française, l'immeuble dont l'occupation est nécessaire pour parvenir à l'exécution de l'arrêté n^o 1587 D.O.M. du dix sept mai mil neuf cent soixante sept susmentionné, et ce conformément au plan parcellaire n^o 16 du district de Taiohae, partie teintée en rouge délimitant la parcelle d'une superficie d'un hectare seize ares cinquante centiares de la terre PATOA appartenant à la société TAHITIA.

Fait en notre cabinet au palais de justice à Papeete le vingt deux mai mil neuf cent soixante sept.

Le président,
P. TINSEAU.

SOCIETE GENERALE DE CONSTRUCTION

Société à responsabilité limitée
Capital : 900.000 francs CP

Suivant acte sous seings privés en date à Papeete du 10 avril 1967, il a été constitué, entre :

- 1^o) M. Eric Marie TIXIER, entrepreneur, demeurant à Punaauia,
- 2^o) M. Carlo ANSALONI, entrepreneur, demeurant à Arue,
- 3^o) M. Lo YEUNG LUNG, entrepreneur, demeurant à Papeete,

Sous la raison sociale «SOCIETE GENERALE DE CONSTRUCTION» (S.O.G.E.C.O.), une société à responsabilité limitée au capital de 900.000 francs, ayant son siège à Papeete, rue du général de GAULLE, immeuble LINDA, et pour objet : la création d'une entreprise de travaux du bâtiment en tous genres et, généralement toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes. La durée de la société a été fixée à 20 ans pour compter du 10 avril 1967. Les associés ont effectué uniquement des apports en numéraires.

La société ne sera pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé ; en cas de décès, elle continuera entre les associés survivants et les héritiers ayants droit de l'associé prédécédé et éventuellement son conjoint survivant commun en biens.

La société est administrée par un ou plusieurs gérants désignés par une délibération des associés. Cette délibération a eu lieu le 12 avril 1967 et les trois membres fondateurs sus-nommés ont été désignés comme gérants, lesquels ont seuls la signature sociale et qui doivent signer conjointement tous les documents concernant la vie sociale.

Deux expéditions dudit acte ont été déposées au greffe des tribunaux de la Polynésie française le 11 avril 1967.

Pour extrait et mention :

Les gérants,

E. TIXIER, C. ANSALONI & L. YEUNG LUNG.

Société « LACHAUX, SHAN & Cie » - SIOULEE -

Société en Nom Collectif

Capital : 2.000.000 Fr

Siège : PAPEETE Rue Bonnard

R.C. : 134 B

Il résulte d'une décision collective des associés prise en la forme sous seings privés, en date à PAPEETE du 25 avril 1967 et à UTUROA du 27 avril suivant, que Madame Céline LUTA, couturière épouse de Monsieur Yonk SIOU TCHONG, demeurant à PAPEETE, Avenue Clémenceau, a été reconduite de ses fonctions de gérante, pour une durée de deux années à compter du 24 avril 1967.

Deux originaux dudit acte ont été déposés au Greffe des Tribunaux de PAPEETE, le 19 mai 1967.

Pour Mention :
La Gérance,

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATIONS

sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

COMMUNIQUE

Récépissé de dépôt des statuts a été délivré le 10 mai 1967 au président de l'association «Club sous-marin MAIRE NUI» dont le siège est à Tautira.

BUT : connaissance du monde subaquatique et pratique de tous les sports et activités subaquatiques et connexes, notamment la chasse sous-marine et la plongée en scaphandre.

L'association est affiliée à la Fédération française d'études et de sports sous-marins.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: Maître Jacques DUMAS - Paris
Président	: M. Tutaha SALMON Tautira
1 ^{er} Vice-Président	: M. DOMARD Jean
2 ^e Vice-Président	: M. Teriihauata TEVAEA-RII
Secrétaire général	: M. Dominique CASTA
Secrétaire adjoint	: M ^{me} Colette CASTA
Trésorier	: M. Jacques MARTIN
Trésorier-adjoint	: M. Teiho MATEHAU
Commissaire technique	: M. Georgio CAMPEGGI
Commissaire à la propagande	: M. Gérard PUGIN
Commissaires aux questions sportives	: M. Georges TAPARE.

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII VAIAMI

Extraits des STATUTS

Article 1^{er}. — L'association dite Tamarii Vaiami a pour but d'organiser et de favoriser la pratique des sports par les jeunes gens de l'établissement. Elle présente l'établissement dans les épreuves sportive organisées par le C.S.S.T.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social dans l'établissement.

Composition du bureau :

M. A. Jaccard, président
MM. H. Lenoir, E. Paie, G. Hardyn et J. Davida, membres
M. B. Randin, secrétaire-caissier.

Aux termes d'une résolution adoptée par les associés de la Société E.P.P.V. (ENTREPRISE POLYNESIENNE DE PEINTURE ET VITRERIE) à Papeete, suivant procès-verbal en date du 27 avril 1967, Monsieur Maurice HAYEM, 34 Bd. de Chanzy à MONTREUIL-s/s-BOIS (France) a été nommé gérant de la Société E.P.P.V. pour une durée illimitée en remplacement de la Société SAPAR, démissionnaire.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Statistiques douanières

Année 1966 — Prix : 350 francs

Arrêté n° 4158 TP

portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés passés au nom du territoire de la Polynésie française
(du 14 décembre 1966)

Prix : 100 francs

Nomenclature douanière

suivie de l'index alphabétique
et des notes explicatives

Prix broché : 400 frs

Budget - Exercice 1967

400 fr. l'exemplaire

Réglementation

des loyers des locaux à usage d'habitation avec additif.

Prix broché : 25 francs

Note

sur la préparation de la vanille.

Prix broché : 40 francs

Réglementation

des marchés administratifs de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française.

Prix : 100 francs.

Enseignement maritime

Programme des examens de la marine marchande.
(Arrêté n° 1608/MM du 30 juin 1965)

Prix broché : 60 francs

Code des douanes

Prix broché : 50 francs
